Annales de l'Institut français de Zagreb



3e Année. — N° 8 JANVIER-MARS 1939

ANNALES
DE
L'INSTITUT FRANÇAIS DE ZAGREB

SOMMAIRE

Rédaction et Administration :
ZAGREB
Preradovićeva 40/I

L'Institut Français de Zagreb publie sous le titre d'*Annales* une revue trimestrielle, rédigée en français, dont le but est d'étudier les rapports entre les pays yougoslaves et la France. Il s'agit, non seulement des rapports actuels, de ceux qui se sont noués pendant et depuis la guerre, mais, sans négliger ceux-ci, de remonter à travers l'histoire et de retrouver à toutes les époques les contacts de tous ordres, aussi bien politiques, économiques qu'intellectuels, qui se sont produits entre les deux pays.

Chaque numéro comprend, en principe, quatre parties :

1° Des articles de fond ;

2° Sous le titre de Mélanges, des notes plus courtes et des documents commentés ;

3° Des comptes rendus analytiques et critiques d'ouvrages intéressant notre objet ;

4° Une chronique qui s'efforce de noter au jour le jour toutes les manifestations actuelles des rapports entre la France et les pays slaves du Sud.

De temps à autre, nous apporterons quelques traductions d'écrivains croates, serbes et slovènes, en choisissant les passages de leur œuvre dont la France est le sujet. Le but que nous poursuivons par là est double : mieux faire connaître aux Français la littérature serbo-croate, et donner peu à peu l'image de la France telle qu'elle est vue en Yougoslavie.

Pour obtenir un tableau complet des relations franco-yougoslaves, nous faisons appel au concours de tous les savants qui on été amenés au cours de leurs études à en constater ou à en étudier quelques-unes, et nous espérons qu'on voudra bien nous tenir au courant de toutes les manifestations qui intéressent à la fois les deux pays.

∴

Tout ce qui concerne les Annales doit être adressé au *Directeur de l'Institut Français*, Preradovićeva, 40, Zagreb (Yougoslavie).

Les abonnements peuvent être versés au compte de chèques postaux de l'Institut, N° 2100-78, Paris.

∴

Abonnement :	France.......	45 fr.
	Yougoslavie ..	80 dinars
	Etranger......	60 fr.

Le numéro 12 fr.

ANNALES
DE
L'INSTITUT FRANÇAIS DE ZAGREB

ANNALES

DE

L'INSTITUT FRANÇAIS DE ZAGREB

TROISIÈME ANNÉE

1939



A. T. BRLIĆ

d'après une photographie (vers 1848)

A. T. BRLIĆ, ÉMISSAIRE DU BAN JELAČIĆ EN FRANCE

Deux voyages à Paris, accompagnés d'une activité débordante de propagandiste ou même de diplomate, un grand travail journalistique, et surtout les milieux et les personnages qu'il avait l'occasion d'approcher, tels sont les éléments qui offrent au jeune abbé croate Andrija Torquat Brlić un rôle de premier plan dans les années houleuses de 1848-1850. Dans le cadre de cette revue une restriction s'impose. Aussi n'avons-nous choisi que ce fragment de la vie d'A.T. Brlić qui le montre sur la scène européenne et plus particulièrement française, et où le jeune émissaire du Ban Jelačić s'est rapproché du grand centre des événements et des idées révolutionnaires de 1848 sur le point déjà de céder le pas en France comme en Autriche, à la réaction et au régime autoritaire. Dans la personne d'A. T. Brlić et par son intermédiaire, la révolution croate se joint au grand courant européen, dont Paris fut tout d'abord le point de départ, et resta ensuite le centre de la diplomatie française officielle et de la diplomatie de l'émigration polonaise, celle-ci ayant depuis longtemps rejeté les méthodes mystérieuses des conspirateurs pour s'affirmer publiquement autour du vieux prince Adam Czartoryski comme une force diplomatique officieuse. Malgré sa jeunesse Brlić eut ainsi la possibilité d'élargir ses vues, et, tout en tâchant en vain de les inculquer aux autres, de s'imprégner de certains faits et de certaines idées qui transportaient la révolution croate hors de son cadre local d'événement intérieur de l'Empire d'Autriche, telle que la voyait le soldat Jelačić, sur le plan plus vaste où la cause sud-slave, et slave en général (à l'exception bien entendu de la Russie), voire les causes roumaine et hongroise se fondaient dans un ensemble harmonieux de libération des peuples, dont la devise était la fédération, formule à laquelle on accordait une destination non seulement autrichienne, mais aussi européenne. Et de même que l'activité politique des Czartoryski dut finalement s'avouer battue par la Russie impériale sur le vaste échiquier international, de même l'activité des Croates

révolutionnaires, après le court épisode de 1848-1850, dut pour la longue période qui s'ouvrait dictatoriale d'abord, constitutionnelle ensuite, abandonner tout espoir de poursuivre la défense des aspirations nationales par des moyens internationaux. Une deuxième tentative, dont la France fut également le centre, sera celle qu'entreprendra Kvaternik, plus catégorique dans son programme, mais aussi moins réaliste que son prédécesseur Brlić, rentré à partir de 1857 définitivement dans son pays et se bornant à son activité professionnelle d'avocat. Dans sa vie personnelle, comme dans celle de son peuple, cet épisode révolutionnaire forme par conséquent un tout que nous nous proposons d'étudier ici par rapport à la France.

* * *

Né le 15 mai 1826 à Brod Andrija Torquat Brlić, fils d'un commerçant considéré, et écrivain dans ses loisirs, fait son apparition sur la scène politique dès 1848 [1]. Se trouvant à Vienne où ses études de théologie terminées il ne put être ordonné prêtre à cause de sa jeunesse, Brlić fut le témoin des journées sanglantes des 13-15 mars, participa au Congrès slave de Prague et aux émeutes qui l'accompagnèrent, rejoignit en septembre les révolutionnaires slovaques et entreprit de les mettre en rapport avec le Ban croate qui faisait le siège de Vienne : il repartit ensuite pour Prague, d'où il ramena le leader tchèque Palacky, cordialement reçu par Jelačić. Il reste désormais attaché au quartier général de Jelačić jusqu'à son départ pour Paris qui eut lieu le 1er décembre. Le caractère de la mission qui lui fut confiée était conforme au loyalisme autrichien, dont Jelačić ne s'est jamais départi. Dans son journal Brlić [2] lui-même précise à plusieurs reprises qu'il devait se rendre à Paris pour agir

[1] La vie et l'œuvre d'A. T. Brlić ont été étudiées, avec un dévouement touchant, avec une intelligence qui, pour n'être pas celle d'un érudit n'en était pas moins celle d'un fin lettré, par sa belle-fille Mme *Ivana Brlić-Mažuranić*, elle-même poète et écrivain, dont le nom ne pâlit point dans l'histoire des lettres Croates auprès de celui de son grand-père, le poète et Ban Ivan Mažuranic. Mme Brlić-Mažuranić a entrepris en 1934 la publication systématique des documents qui se trouvent en possession de la famille Brlić à Brod, en faisant tout d'abord paraître un fascicule d'introduction et ensuite deux volumes contenant des fragments du Journal intime d'A. T. Brlić, du 17 septembre 1848 au 5 mai 1849. Outre les fragments publiés nous avons pu utiliser toutes les parties du Journal intime restées en manuscrit ainsi que la riche correspondance qui se trouve également dans les Archives Brlić à Brod, et que Mme Brlić-Mažuranić et, après sa mort survenue en septembre 1938, sa fille Mme Zdenka Benčević-Brlić et son fils M. Ivo Brlić ont obligeamment mis à notre disposition, ce dont nous leur exprimons ici nos sentiments de gratitude.

[2] *A. T. Brlić u Slovačkom ustanku*, priopćuje Ivana Brlić-Mažuranić, Zagreb 1935, pp. 58 et 60.

sur l'émigration polonaise et l'amener à abandonner sa magyarophilie. Il note à ce sujet les conversations qu'il eut avec le baron Kulmer, Croate particulièrement attaché à la Cour impériale, sur la proposition duquel Jelačić fut nommé Ban, ainsi qu'avec Metel Ožegović, également austrophile, et au cours desquelles on lui enjoignait de « surveiller les Polonais ». Telle était assurément aussi la conception de Jelačić qui le 1er décembre, sur le point de partir lui-même pour Olomouc, où se trouvait la Cour, lui serra cordialement la main et s'engagea à lui envoyer l'argent nécessaire à l'accomplissement de la mission à Paris. Le caractère de la mission Brlić compatible avec l'attachement à l'Autriche nous est encore confirmé par un acte de la police autrichienne adressé au ministre Nordberg et au général Mayerhofer, daté de Vienne, le 30 avril 1849 [1], qui précise que Brlić, par l'aide de quelques personnes éminentes de Croatie, devait à Paris combattre les préjugés contre les régiments-frontière croates ainsi que l'activité des émigrés polonais et hongrois, et surtout de propager au sein de la Société Slave, récemment fondée, la conception du rapprochement de toutes les nationalités autrichiennes à la base de l'égalité des droits. Mais, continue le même rapport de police, au lieu d'agir « honnêtement » dans ce sens, Brlić, d'après les renseignements que la police se dit posséder, se serait rallié aux clubs révolutionnaires de Paris.

Conçue et agréée dans les milieux officiels croates dans un esprit conforme à l'attitude générale des Jelačić, Kulmer et Ožegović, la mission Brlić évolua par conséquent dans un sens anti-autrichien. Parmi les facteurs qui déterminèrent une telle évolution il y a certes lieu de signaler les idées personnelles de Brlić : programme révolutionnaire « grand-illyrien » avec obéissance au Ban, plutôt qu'à l'Empereur, exposé avec ardeur dans sa lettre de Vienne le 12 avril 1848, à son ami Ivo Filipović à Nova Gradiška [2] ; articles dans *Zora Dalmatinska*, hebdomadaire publié à Zadar (Zara), envoyés de Vienne et parus dans les numéros 33, 40 et 41 — qui ne tenaient plus grand compte des intérêts autrichiens. Mais aussi l'influence nettement anti-autrichienne et même anti-germanique exercée sur Brlić par son ami et protecteur le comte Lukša Gučetić-Gozze, aristocrate ragusain, au service de la diplomatie autrichienne comme conseiller de Légation à Dresde [3]. Enfin l'évolution de Brlić est impu-

[1] Aux Archives d'État à Vienne, Bureau d'Information 1849-50, copies faites par le Professeur Dr Thiem de Vienne, conservées aux A. B. (Archives Brlić) à Brod.

[2] Conservée aux A. B. à Brod.

[3] De 1852 à 1855 délégué auprès du Vatican, auteur du Concordat autrichien du 23 septembre 1855, ensuite grand juge de l'Ordre de Malte, résidant jusqu'à sa mort, le 20 novembre 1871, à Rome au palais de l'Ordre.

table au cours des événements mêmes : l'Autriche, ayant supprimé la révolution hongroise grâce au concours croate et surtout à celui de la grande monarchie réactionnaire russe, renversa brutalement tous les espoirs des peuples slaves. A ce moment-là, des divergences de vues devaient se manifester entre Brlić et Jelačić, jugé trop austrophile par de nombreux milieux croates, et même entre Jelačić, patriote sincère dans son for intérieur, et Kulmer pour qui l'attachement à la Cour passait avant l'attachement à la nation.

Sur l'invitation de Gozze, Brlić fit un détour avant de se rendre à Paris [1] et séjourna six jours auprès de lui à Dresde. Muni de nombreuses lettres de recommandation, la plupart de la part de Gučetić, Brlić continua ensuite, par Leipzig, Hannover, Aix-la-Chapelle, et Bruxelles, sur Paris, où il arriva le 14 décembre 1848. Comme les lettres personnelles de Gučetić à Brlić qui nous sont conservées se placent à une époque ultérieure, en 1850, nous ne les citerons pas ici pour ne pas anticiper, mais dès maintenant il y a lieu de souligner la germanophobie de Gučetić qui faisait de ce diplomate autrichien un adversaire farouche, bien que circonspect, de l'Autriche, sentiment qui était complété par un panslavisme ardent et un catholicisme fervent qui rapprochent ce personnage très intéressant d'un Mickiewicz. Gučetić, qui avait de nombreuses relations, était aussi à même de munir son jeune protégé des meilleures recommandations qui devaient lui faciliter singulièrement l'accomplissement de sa tâche à Paris.

Voici la liste et la teneur de ces recommandations telles que Brlić les avait copiées dans son Journal, en date de 16 décembre mais inséré à la date du 17 septembre, parce qu'il élabora toute cette période rétrospectivement, après son arrivée à Paris. D'abord au prince Ladislas Czartoryski, fils du Prince Adam :

« M. l'abbé Brlic, dont je vous ai parlé, je crois, et qui, constamment autour de la Personne du *Ban Jellachich, pars multa fuit* dans toutes les choses qui se sont passées dans les contrées slaves pendant ces derniers mois — vient à Paris pour connaître un peu ce centre de toute vie politique et pour se préparer ainsi à l'activité à laquelle son ardent patriotisme et ses véritables capacités l'appellent certainement dans les développements futurs des idées de notre race... Quant à son caractère moral je vous le donne pour Slave de la *meilleure espèce*. — J'ai cru qu'il vous intéresse de le connaître. Personne ne peut Vous donner de meilleurs renseignements sur le véritable état des choses dans tous les pays qui sont liés aux destinées de nous tous. — Accueillez-le, je vous prie, avec bonté. — Peut-être pourrez-vous le mettre en rapport avec quelqu'un de vos bons compatriotes. La tentation que j'ai éprouvée de Vous faire faire la connaissance de l'abbé

[1] Passeport délivré à Vienne, le 29 novembre, avec visa français délivré à la Légation à Dresde, le 9 décembre ; conservé à Brod.

Brlić a été d'autant plus vive que j'ai trouvé une occasion de me rappeler à votre souvenir et de vous prier, cher Prince, de vouloir faire présenter au Prince votre père, et aux Princesses Wurtemberg, Czartoryska et Sapieha mes respectables hommages. P. S. L'abbé Brlić est dans les meilleurs rapports avec votre bon et noble George Lubomirsky. »

Gučetić le recommanda également au baron de Barante, ancien ambassadeur de France en Russie, historien et académicien, retiré depuis la révolution de Février : « Je prends la liberté de Vous adresser — pour « Les discours slaves »[1] (?) achever et compléter quelqu'un qui peut le faire plus utilement que moi et que Vous connaissez sans Vous en douter. — Vous rappelez-vous lorsque nous lisions ensemble chez M. d'Antiche une lettre slave datée du Camp insurrectionnel de la Haute Hongrie ?... C'est l'abbé Brlić en personne que j'ai l'honneur de vous présenter... » Brlić ne put toutefois utiliser cette recommandation, n'ayant pas trouvé Barante à Paris. Il eut également, de la part de Gučetić, un mot d'introduction pour le diplomate français Pierre-Eugène Poujade, consul général à Anvers à partir du 14 avril 1848 et qui devait être bientôt (le 26 janvier 1849) nommé agent politique et consul général à Bucarest, où il resta jusqu'au 29 novembre 1854.

« En voilà un, écrit Gučetić à Poujade au sujet de son jeune protégé, qui vous parlera avec beaucoup plus de connaissance de cause que moi — de la « sacratissima corona Ha » (Hungarica), et de toutes les affaires passées, présentes et futures de la confédération danubienne. C'est M. l'abbé Brlić dont je vous ai, je crois, lu une lettre datée du camp insurrectionnel de la Haute Hongrie. — « quorum pars *multa* fuit ». Accueillez-le, je vous prie, avec votre gentilezza che vi va così bene, — et dirigez-le un peu dans le but de son séjour à Paris. Ce but n'est autre que celui de se familiariser *avec les idées françaises*, commençant par la langue française, — dans le but d'une action politique que ses capacités, sa jeunesse et la faveur dont il jouit parmi les « ayants cause », l'appellent sans doute à jouer dans les régions remplies d'avenir de ces gens-là... »

Gučetić le recommanda aussi au consul de France à Bruxelles, Montigny, dont il sera encore question, notamment dans les lettres (en français) de Gučetić à Brlić en 1852, Montigny ayant été pris en considération pour le poste de Belgrade. Et à bien d'autres encore, notamment dans le milieu des émigrés polonais : au *comte Potocki* par exemple, lettre datant encore du Congrès de Prague (ce qui prouve que dès juin 1848 Brlić avait formé son projet de voyage), et dans laquelle Brlić est présenté comme « Slave le plus actif et le plus inté-

[1] Il s'agit peut-être des « Notes sur la Russie (1835-40) » revues et remises en ordre par le b ron de Nervo en 1875.

ressant » qui ne vient à Paris que pour s'instruire (copie dans les Archives Brlić à Brod).

Par ailleurs Brlić était porteur d'une lettre de recommandation de la part de l'auditeur de la nonciature de Vienne, le comte Montani, à l'auditeur de la Nonciature Apostolique de Paris Mgr. Lasagni ; ensuite de la part de l'ami français de Jelačić, établi en Croatie, le comte Edgar de Corberon [1], à son frère Ernest de Corberon, chef de bataillon à Paris, où A. T. Brlić est présenté, par erreur, comme « jeune ecclésiastique Slovaque » ; et, finalement, par une lettre en tchèque de l'homme politique tchèque Fingerhut, à Cyprien Robert, le slavisant français bien connu.

∴

Voilà donc A. T. Brlić à Paris, installé à l'Hôtel du Nord, rue Jacob. Il est matériellement impossible de relater toute son activité pendant les trois mois qu'il y reste, car ce serait copier tout son journal et l'expliquer jour par jour, travail d'autant plus nécessaire que les notes de Brlić sont d'un laconisme déconcertant qui rend l'identification des personnages mentionnés souvent fort difficile. Mme Brlić-Mažuranić, qui a établi un index des noms pour cette partie du journal d'A. T. B. qu'elle a publiée, cite plus de 300 noms de personnalités avec lesquelles le jeune émissaire de Jelačić est entré en contact pendant son premier séjour à Paris. Force nous est donc d'opérer un choix dans cette matière et de tâcher de dégager l'essentiel de son activité multiple : relations avec le centre polonais (Czartoryski), avec les milieux politiques français, avec les journaux français, avec les milieux ecclésiastiques catholiques aussi. Et enfin les correspondances nombreuses envoyées par Brlić à la presse croate, qui expliquent et complètent sur de nombreux points son activité parisienne telle qu'elle nous est révélée par son Journal.

Le contact avec les Polonais est établi dès le 17 décembre. Ce jour-là en effet Brlić se rend auprès d'Étienne Potocki, pour lui exposer l'idée d'une Autriche fédérative et anti-russe, mais Potocki reste sceptique ne voulant pas croire à l'Autriche et conseillant — comme Gučetić, note Brlić — la conciliation avec les Magyars. Le lendemain, après avoir écrit à Ožegović combien sa mission à Paris pour combattre la propagande anti-croate des Hongrois, Polonais et Italiens lui semblait nécessaire, Brlić, accompagné de Potocki, fait sa visite au prince Czartoryski. Les jours suivants, fréquentant les milieux

[1] Sur Corberon voir *Annales de l'I. F. de Zagreb*, n° 5-6, 1938.

polonais, il rencontre le Hongrois Irenyi et engage des discussions avec lui, voit encore Cyprien Robert qu'il avait visité dès le 16, et avec lequel il discute sur l'opportunité du nom *La Pologne* pour le journal, rédigé par Robert, avec un programme de collaboration slave. Brlić s'abonne à *La Pologne*[1] et écrit, le 21, à Kulmer de faire de même. Avec les émissaires du gouvernement serbe Hrkalović et Marinović il doit défendre le Ban Jelačić qu'ils traitent de valet impérial. Les échanges d'idées avec l'italo-slave Tommaseo et les Hongrois Apponyi et Teleki donnent aussi lieu à discuter le plan d'une fédération de l'Autriche, idée que les émigrés ne croient pas réalisable, vu la mauvaise foi autrichienne. Les Czartoryski le mènent chez l'Archevêque de Paris, et Apponyi lui donne un billet pour la Chambre. A Marinović, qui part pour la Serbie, il confie une lettre pour le Patriarche serbe, à qui il demande de prendre les officiers polonais dans l'armée serbe. Brlić élargit le cercle de ses connaissances aux « Moldovalaques » qui fréquentaient aussi l'Hôtel Lambert, où résidait Czartoryski, et jouaient un grand rôle dans les plans internationaux du vieux prince[2]. Ces fréquentations et la correspondance avec Gučetić, qui ne tarit pas, modifient peu à peu les idées de Brlić à tel point qu'il note le 27 janvier ceci : « Mes lettres à Gučetić et vice versa, voilà les preuves de mes idées politiques, de mes craintes et de l'exposition de ces craintes dans mes correspondances au journal, au sujet du gouvernement autrichien, mes soupçons au sujet de sa perfidie ! Mais Gučetić a raison ! » Cependant le 4 février au club polonais il ne plaide pas moins pour la méthode non-révolutionnaire, contraire à celle des Hongrois, pour arriver à la fédéralisation de l'Autriche.

Une conversation particulièrement importante est celle qu'eut Brlić le 7 mars avec le comte Zamoyski, neveu du prince Adam Czartoryski et cheville ouvrière de son organisation diplomatique. Brlić commença à lui parler « de ce Polonais que le roi de Sardaigne

[1] V. Hatin : *Bibliographie de la Presse périodique française*, Paris, Firmin-Didot, 1866, p. 486 : *La Pologne*, journal des Slaves confédérés. Publication de la Société Slave de Paris, du 1er juin 1848-1850. Voulait être l'organe du panslavisme démocratique ; il s'agissait pour ses fondateurs « de grouper autour de la Pologne... d'unir dans un même intérêt les autres nationalités dont la race slave se compose ». Elle annonce que « dans le but de hâter l'heure de cette ligue émancipatrice et d'offrir un centre d'union pour tous les amis de la cause slave, une société s'était formée à Paris, au foyer même d'où s'élançaient alors sur le reste du monde les étincelles du feu qui détruit et régénère ».

[2] V. pour la politique roumaine du prince Adam ainsi que pour toute son activité diplomatique en Europe centrale et orientale l'excellent livre de Marcel Handelsman : *Czartoryski, Nicolas Ier et la Question du Proche-Orient*, Paris, A. Pédone, 1934.

envoya au Ban avec une offre d'argent (Il s'agissait de l'incident survenu à Zemun où le Dragoman du consul de Sardaigne à Belgrade, abordant le Ban, lui offrit une lettre cachetée que celui-ci refusa cependant d'accepter). Mais, continue Brlić, la personne de cet homme et la politique ne permirent pas d'accepter. « Cet homme aurait pu être un provocateur, et la politique italienne était contre nous, car les Italiens sont avec les Magyars ». Et Zamoyski de répondre que les Italiens ne comprennent pas cette question, que les *Tedeschi* sont *in genere* tandis que pris isolément les soldats de l'armée de Radetzky sont des Croates. Lui (Zamoyski) avait dû expliquer au gouvernement que les Croates combattront pour le Roi Charles-Albert s'il règle leur situation, et que Gioberti [1] est convaincu que l'Autriche deviendra empire slave. Peu après Brlić s'entretint avec les Czartoryski de son retour en Autriche afin d'y étudier les détails d'une action oppositionnelle contre le gouvernement. « J'affirmai sur ma parole d'honneur que le Ban veut la Bosnie pour céder l'Italie et que la Sardaigne devrait agir diplomatiquement dans ce sens ; l'idée qui l'enthousiasme (c'est-à-dire le ban) est la liberté des Slaves. Il importe de collaborer avec le gouvernement sarde, mais il faut rester loyal, et ce n'est pas l'argent, mais la conviction qui agit ». Et à l'appui de ce qu'il affirmait Brlić cita une lettre de Gučetić promettant en même temps de venir à Turin.

Le 9 mars il suggère à Ladislav Czartoryski de demander à son père qu'il écrive sur ce que devrait être cette politique : ramener le Ban à Zagreb, pour qu'il rappelle les bataillons croates qui combattent actuellement pour l'Autriche, ce qui est d'ailleurs dans les prérogatives constitutionnelles du Ban et de la Diète croate. Le lendemain, après une audience chez Louis Napoléon, auquel il est recommandé par l'émigré polonais Chojecki, Brlić discute avec Ladislav Czartoryski les termes de son « projet d'action », dans lequel Ladislas aurait voulu que les Magyars soient mentionnés, mais Brlić est d'avis que ce serait encore trop dangereux. « La lettre au Ban fut redigée dans ce sens, étant donné que ses actions accusent la même tendance qui est aussi celle de Czartoryski, et que, par conséquent, ils devraient agir d'accord. Quant à la crainte de se compromettre je répondis que, selon que le Ban serait disposé ou non, je pourrais remettre la lettre ou la renvoyer. » Il implore encore Czartoryski d'agir auprès de la Porte pour ériger la Bulgarie et la Bosnie en principautés, afin de devancer la Russie qui pourrait

[1] Gioberti (Vincenzo, 1801-1852), président du conseil et ministre des Affaires étrangères de Sardaigne du 18 décembre 1848 au 21 février 1849. Ensuite ministre sarde à Paris.

compter sur la russophilie de ces deux provinces. Mais en dehors de cette action Brlić essaya aussi d'agir par l'intermédiaire du Polonais Sanguszko [1] sur Metternich qui vivait en émigré à Londres, et qui aurait pu exercer son influence sur la Cour. Et le jour du départ, se chargeant de la lettre pour Jelačić, il prit congé des Czartoryski et de Zamoyski qui, après avoir souligné que cette lettre fait honneur à Czartoryski, tandis que le Ban sera jugé devant l'Histoire de l'accueil qu'il lui aura fait, lui demanda encore une fois ce qu'il dira à Jelačić, et Brlić de répondre qu'il lui parlera de l'action tendant à renverser le cabinet viennois par l'organisation de l'Autriche et le retrait d'Italie, ainsi que par la solidarité des Slaves. Et voici in extenso cette lettre, rédigée en français, que Brlić fut chargé de porter au Ban croate [2] :

Paris, le 12 mars 1849.

A. S. E. Mr. le baron Jellatchich, Ban de Croatie, Slavonie et Dalmatie.

Monsieur le Ban,

Me confiant aux sentiments patriotiques de Votre Excellence, et persuadé que, dans la carrière brillante qu'Elle a déjà parcourue, son but le plus cher a toujours été le bien de ses concitoyens et l'intérêt de la cause Slave, je me suis décidé à Lui adresser la présente.

Votre Excellence n'ignore pas les maux que l'ancien gouvernement autrichien et sa bureaucratie allemande ont fait éprouver à ma patrie. Les Polonais sont bien justifiés et ont le droit de ne pas aimer un tel gouvernement, et de craindre toute administration qui serait animée du même esprit. Je pense qu'à cet égard, toutes les populations Slaves ont la même opinion et le même intérêt ; mais je pense aussi qu'un Gouvernement impérial régénéré, s'il était sincère, pourrait

[1] Sanguszko-Lubartowicz (Ladislas, prince de), né le 30 septembre 1803, mort le 15 avril 1870 à Cannes, aristocrate polonais, prit part à l'insurrection de 1830 ; a participé, comme adhérent du courant austrophile aux travaux des parlements de Vienne et de Kroměříž en 1848 ; fut nommé membre héréditaire de la chambre haute (*Herrenhaus*) le 18 avril 1861. Sa politique pendant la révolution de 1848-49 est exposée dans la brochure qu'il publia à Cracovie, le 9 décembre 1849, en allemand sous le titre *Abrechnung mit dem Gewissen 1848* ; il s'y élève contre les conspirateurs, dupes ou malins, qui n'auraient jamais su qu'augmenter les malheurs de leur patrie. Cette brochure est reproduite et réfutée dans le livre anonyme *Oesterreichs gesetzgebender Reichstag, mit besonderer Berücksichtigung der polnischen Deputierten*, Posen, Verlag J. K. Zupański, 1850.

[2] D'après la copie faite par A. T. Brlić et conservée aux A. B., Czartoryski ou plutôt son représentant à Constantinople Czaykowsky (le futur Sadik pacha), envoya à Zagreb dès septembre 1848 son agent Louis Lenoir (pseudonyme du Polonais Zwierkowski), qui rédigea plusieurs rapports conservés au Musée Czartoryski à Cracovie. Lenoir était accrédité auprès de Jelačić par une lettre en français, afin d'entamer « un commencement de rapports », pour arriver ainsi aux résultats désirés pour la race slave. V. Bučar, « Arhiv i Muzej kneżova Čartoryskih u Krakovu » *Obzor*, 7 mars 1933, qui croit cependant Lenoir français.

le mieux couvrir de son égide le libre développement de leurs nationalités, et les garantir du sceptre despotique de la Russie.

Une fédération franche, sans arrière-pensée, où chaque nationalité obtiendrait la jouissance de son existence propre sous le pouvoir tutélaire d'un centre commun, est le vœu unanime des peuples de l'Autriche, et me semble l'unique système de gouvernement qui puisse convenir à la maison Impériale et consolider son règne.

La guerre actuelle, une guerre entre des peuples qui ne veulent que la jouissance de leurs droits, et qui par conséquent, doivent respecter ceux d'autrui, est directement contraire au but commun de tous. Leur concorde peut seule les y mener. Ils devraient donc, ausitôt que possible, se donner la main. Leur intérêt à tous, exige qu'aucun d'eux ne soit accablé.

Pour effectuer des résultats aussi désirables, la création d'une opposition puissante, mais pacifique, légale, constitutionnelle, contre des dessins destructeurs, et nuisibles à ceux mêmes qui prétendent les employer, me paraît juste, possible et nécessaire.

Les Slaves, à quelque branche qu'ils appartiennent, ont aujourd'hui les yeux fixés sur Votre Excellence. Par la place éminente que Vous occupez, Monsieur le Ban, par vos antécédents, par les nobles sentiments qu'on Vous connaît, Vous êtes l'homme sur lequel se concentrent toutes leurs espérances, et qui peut dès à présent, d'une part, les réaliser, de l'autre, arrêter le gouvernement autrichien sur la pente dangereuse pour son avenir où il est encore entraîné.

Vous connaissez à fond, Monsieur le Ban, la position des choses sur les lieux. Je devine les difficultés dont elles sont hérissées. Mais pour les écarter et pour parvenir au but salutaire qu'on se proposerait, Votre sagesse, Votre habileté saurait choisir les moyens d'action et d'accommodement les plus convenables.

La personne, dévouée à votre Excellence, qui s'est chargée de Lui porter cette Lettre, et qui m'a encouragé à la Lui écrire, ajoutera de bouche des explications et des développements à ce que je n'ai pu exprimer par écrit qu'en termes généraux.

Ma démarche auprès de Vot.e Excellence Lui prouvera mon désir extrême de ne pas laisser passer la crise actuelle sans qu'il en résulte un bien notable pour tous les Slaves, et pour ma patrie, car leurs destinées se tiennent, et ne peuvent être disjointes. Ma démarche sera en même temps une preuve de ma confiance dans Votre caractère, et dans Vos nobles qualités; et de la haute estime et considération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ban, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) A. CZARTORYSKI.

A l'action envisagée de concert avec le Czartoryski se rattachent aussi les visites d'A. T. Brlić auprès du « représentant florentin » Frappoli [1] (le 13 mars) et du ministre de Turquie Kallimachi [2] (le

[1] Frappoli (Lodovico), patriote italien, né à Milan (1815), mort à Turin (1878). Ayant combattu en février 1848 à Paris, il représenta ensuite successivement à Paris la Lombardie, la Toscane et la République romaine. Expulsé de France après la chute de Rome en 1850, prit part en 1859 à la guerre contre l'Autriche, organisa avec Klapka une légion hongroise lorsque survint la paix de Villefranche.

[2] Ou Callimachi, princes de Moldavie au XVIII[e] siècle. Plusieurs membres de cette famille ont été diplomates ou hommes politiques en Roumanie au XIX[e] siècle.

15 mars). Au sujet de la conversation avec Frappoli Brlić note que celui-ci l'assura qu'il serait dans l'intérêt de l'Italie de voir se constituer une Illyrie anti-russe, mais assez faible pour ne pas nuire à l'Italie. Les frontières de l'Italie seraient sur les Alpes et la Soča (Isonzo). Il était informé que les députés italiens n'iraient pas siéger au parlement d'Autriche. Les Italiens publieraient des proclamations aux Croates si la Diète de Zagreb ordonnait le retrait des troupes d'Italie. Celle-ci se chargerait plus tard de la question d'argent . « Moi, je promis de faire de la propagande pour l'Italie dans la presse et à la Diète. — Lui demanda d'apporter à mon retour un « pouvoir étendu » de la part de Jelačić. — J'insistai au sujet de l'argent, mais il refusa, disant qu'il n'en avait point. — Le secret fut convenu. — Il semble très assuré au sujet des Valaques (Roumains) et prétend que l'Autriche ne pourra garder que les villes. Intérêt commun. Fédération avec les Tchèques. — Moi : qu'il tâche d'agir dans ce sens que la Russie n'obtienne pas la reconnaissance de la Bulgarie et de la Bosnie, en les érigeant en principautés libres, car dans ce cas nous serions impuissants contre la Russie ».

La conversation avec l'ambassadeur de Turquie le Prince Kallimachi, chez lequel il fut introduit par Poujade, se rapporte aussi à la question des principautés turques. Brlić, après des assurances répétées de part et d'autre de parler franc, lui exposa son point de vue sur l'opportunité d'installer en Bulgarie un Pacha chrétien, sinon la Russie le ferait. Kallimachi opposa les difficultés existantes notamment à cause de la « russomanie » du candidat à ce poste, le prince de Samos Bogorides, mais ajouta que les Bulgares devraient le demander eux-mêmes ; et sur la réponse de Brlić qu'ils n'osent pas le faire, le ministre de Turquie défendit le gouvernement turc comme tolérant, tandis que des émissaires russes, dont quelques-uns avaient été arrêtés récemment, suggèrent au peuple, qui le croit, qu'il lui est interdit de formuler de demandes. Mais si la Bulgarie recevait un Prince chrétien les émissaires russes (ainsi que le clergé dévoué aux Russes) ne manqueraient pas de dire : voilà ce que les Russes ont fait ! — « Moi : Non, au contraire ils en deviendraient turcophiles, en voyant les preuves de l'amitié de la Porte. » — La conversation porta sur le séjour d'une délégation bulgare à Belgrade, où on lui conseilla de ne pas abandonner l'attachement à la Turquie. Brlić assura avoir des nouvelles récentes de la part du Ban qui exprimait son amitié pour la Porte, ayant de l'estime pour la Turquie aussi bien que pour l'Autriche, bien qu'il fût partisan de réformes pour les Chrétiens. La différence entre la Bosnie et la Bulgarie, de par la structure féodale de la première, fut également effleurée. Revenant à la question d'un prince chrétien Kallimachi exprime sa

crainte que ce ne fût un précédent pour l'Albanie et ainsi de suite. La politique des Hongrois lui semblait déraisonnable, ce qu'il aurait déclaré aussi à Teleki. La Porte désirait *fuser* (*sic*) tous les peuples, et elle devait être appuyée. Brlić lut là-dessus ce que Gučetić lui écrivait le 4 mars. Le ministre turc suggéra une exposition détaillée des désirs du Ban, soit directement soit par son intermédiaire, et promit d'en référer confidentiellement à son gouvernement tandis que Brlić déclare vouloir faire de même auprès du Ban. Cette conversation dura deux heures, et Poujade, également présent, présenta Brlić au Ministre turc comme « Envoyé du Ban et du gouvernement croate ».

Des hommes d'État, politiques ou publicistes français, Brlić en connut un grand nombre. Nous essayerons de les énumérer ici, en procédant d'après l'ordre dans lequel leurs noms figurent au Journal, pour terminer par les audiences auprès du Président de la République Louis Napoléon, de son oncle Jérôme Bonaparte et de Drouyn de Lhuys, Ministre des Affaires étrangères.

Nous l'avons déjà vu collaborer avec Cyprien Robert qui était dans toutes les actions slaves en général et polonaises en particulier. Le 29 décembre il fit la connaissance d'Hippolyte Desprez, publiciste plein de talent, né le 7 septembre 1819 à Breteuil (Eure), entré le 6 mars 1852 au service diplomatique qu'il devait quitter en 1884 comme ambassadeur. Les services de Desprez, qui connaissait bien les Balkans et aussi la Croatie, où il s'arrêta en 1845 pendant quelques semaines, furent d'une grande utilité pour Brlić. Dans ses papiers conservés à Brod se trouve une note contenant la liste complète de neuf articles publiés par Desprez dans la « Revue des Deux Mondes », et réunis en 1850 dans le livre intitulé « Les peuples de l'Autriche et de la Turquie », de même que son adresse : Rue de Bac n° 98. Parmi les diplomates et fonctionnaires consulaires français Brlić se lia surtout avec ceux qui avaient pris du service dans les pays slaves et balkaniques. Nous avons déjà mentionné Pierre Eugène Poujade ; parmi les vieux diplomates Brlić jouissait notamment de la protection du baron de Bourgoing (Charles-Paul-Aimable, chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg en 1830, Ministre plénipotentiaire en Saxe, démissionnaire en 1848). Brlić le caractérise dans son Journal (à la date du 1er février) comme un homme vieux, connaissant bien l'Empereur Nicolas Ier, plein de décorations, honnête et sans morgue, convaincu de la faiblesse de la Russie et préconisant pour la France une politique réservée envers les affaires européennes, à l'exception des Polonais qui seuls méritaient, à son avis, l'intervention française. Bourgoing, à ce qu'il paraît, se l'atta-

cha aussi comme collaborateur pour un de ses livres [1]. Il lui fit connaître Adolphe Bilcocq (ou Billecocq), ancien Consul général à Bucarest (à partir de juin 1839). Bilcocq aussi bien que Colson (Félix), ancien diplomate à Bucarest (plutôt secrétaire privé du Consul de France), étaient écrivains, auteurs de brochures politiques sur la Roumanie [2]. Parmi les autres diplomates connus par Brlić citons encore Émile Isambert, aspirant diplomatique pendant l'année 1848 à Turin, Florence et Rome, et à partir du 30 août 1849 à Vienne, et Circourt (A. de), nommé attaché à Berlin en 1848 ; parmi les députés Corally, et des journalistes Bertin de Vaux (Armand, rédacteur en chef du Journal des Débats, fils du fondateur de ce journal Louis François), et le Franco-Polonais Charles Edmond (Edmond Chojecki), rédacteur en chef de la Tribune des Peuples.

Grâce à ces relations Brlić put exposer le point de vue croate dans la presse française. Pour les *Débats* son protecteur et aussi son collaborateur, au moins en ce qui concerne la langue française, était Bourgoing. C'est lui, ainsi que Brlić le note le 26 janvier 1849, qui corrigea l'article contenant le Manifeste du Ban Jelačić adressé aux Dalmates (paru dans la *Zora Dalmatinska*) et que le *J. des Débats* publia le 29. Voici le texte de cet article, précédé d'une note rédactionnelle :

« On nous communique l'extrait suivant d'une lettre de Zara (Dalmatie), le 6 janvier, « et qui précède lui-même le texte de la « proclamation aux Dalmates du Ban Jellachich (*sic*), de Vienne, le 10 décembre 1848 » : « Le Ban Jellachich, nommé par l'empereur gouverneur de la Dalmatie, a adressé aux Dalmates une proclamation où sont exprimées les intentions du gouvernement autrichien à leur égard. On sait que la Dalmatie, qui renferme une population de 400.000 âmes environ, a passé de la domination française sous celle de l'Autriche. Dès ce moment les Dalmates ont été soumis à la bureaucratie autrichienne, élément administratif étranger qui s'est fait aussi durement sentir que celui qu'ils avaient connu précédemment sous la République de Venise. Pour le choix des employés des différents degrés, on n'exigeait, jusqu'à ces derniers jours, que la connaissance de la langue italienne, sans avoir égard aux autres aptitudes et qualités nécessaires pour l'administration du pays. C'est ainsi, par exemple, que la langue nationale slave n'était en aucune façon regardée comme obligatoire. L'élément slave, cependant, aurait eu droit à plus d'égards dans cette province ; car, à l'exception de la bourgeoisie des villes de Zara, de Sebenico, de Spalato, de Trau, tout le reste de la population est slave-illyrien. La noblesse, le peuple des campagnes et la population maritime sont de cette race si injustement négligée. Jellachich, dans sa proclamation, annonce de la part de l'Empereur, une toute autre manière d'agir.

« La préférence accordée jusqu'ici par le gouvernement autrichien à l'élément italien des villes du littoral a failli devenir funeste au gouvernement. A

[1] Probablement *Les guerres d'idiomes et de nationalités*, publié à Paris, 1849.
[2] V. Handelsman, *op. cit.*, pp. 71 et 80.

l'époque de l'insurrection lombarde-vénitienne, toute la partie remuante de la bourgeoisie italienne et italianisée des villes dalmates, les avocats, les médecins, les écrivains élevés à Padoue, à Pise et dans les autres villes d'Italie ont tâché de soulever les populations en faveur de la républque de Venise ; mais ils ne sont parvenus qu'à produire une sourde agitation qui n'a pu dégénérer en révolte attendu que le sentiment italien n'a aucun retentissement en dehors du cercle très restreint de cette classe moyenne des quatre villes que je viens de citer.

« Le Ban de Croatie, parlant en sa nouvelle qualité de gouverneur de la Dalmatie, promet d'accorder à ce pays tout ce que réclament ses organes légaux, en suivant les principes de la nouvelle constitution. Il promet ainsi l'égalité des deux langues et des deux églises, italienne et slave, catholique et grecque. Les écoles qui jusqu'à ce jour étaient italiennes, feront admettre dans le cercle de leurs études la langue slave. Cette langue remplacera également la langue italienne dans toutes les branches de l'administration. L'Église grecque, traitée jusqu'à ce jour avec dédain, sera protégée désormais et placée sur un pied de complète égalité avec l'Église romaine.

Jellachich, dans cette proclamation rédigée par lui-même, et qui a produit une profonde sensation en Dalmatie, montre une grande connaissance des intérêts dalmates ; et il les connaît d'autant mieux qu'il a habité cinq ans cette contrée comme aide de camp du gouverneur Lilienberg.

Ces explications étaient nécessaires pour faire connaître au public français toute la portée de cette proclamation de Jellachich. »

Cette note n'est pas signée mais Brlić n'en fut pas moins content et s'empressa d'envoyer un exemplaire « justificatif » à Jelačić. Il essaya de continuer sa collaboration aux *Débats* : dès le 31 janvier il note avoir travaillé, avec Bourgoing, à un article pour les *Débats*; le 2 février il inscrit dans son Journal l'envoi d'une lettre aux *Débats* et à Bertin de Vaux, et le 26 février encore il signale avoir montré à Desprez qui préparait un rapport pour le ministre des Affaires étrangères, son article préparé pour le *Journal des Débats*. — En compulsant l'année 1849 des *Débats* nous n'avons plus trouvé d'articles de Brlić. Mais par contre, dans l'éditorial de ce journal en date du 12 février il nous semble bien découvrir la trace des vues que Brlić aura pu suggérer par la lettre dont il parle le 2 février. Parlant de la Hongrie on y dit en effet notamment ceci : « Nous avions prévu, dès le commencement de la lutte, cet inévitable résultat ; nous avions expliqué comment les Magyares, entourés chez eux de nations aigries par les souvenirs d'une oppression à peine adoucie de la veille, ne pouvaient point rompre avec la suzeraineté impériale sans soulever tout le pays contre eux... Le drapeau jaune et noir flotte sur la vieille forteresse de Bude, et le Ban Jellachich a cruellement tenu la gageure qu'il avait jetée au comte Batthyanyi comme un ironique adieu : « Nous nous reverrons sur la Theiss ! » Les Hongrois y sont traités de « singuliers paladins de la démocratie » et l'article finit par l'exclamation *Finis Hungariæ* ! Cet éditorial, qu'il fût ou non inspiré par Brlić, provoqua une réponse publiée par le *Journal des*

Débats le 14 février, du comte Ladislas Teleki et de François Pulszky, émigrés hongrois, plus ou moins partisans du projet Czartoryski de réconciliation slavo-hongroise, et que Brlić connaissait personnellement. Mais l'attitude générale du *Journal des Débats* n'était, certes, pas pour plaire au jeune Croate : alors que celui-ci apprit, le 12 mars, la nouvelle de la constitution octroyée par l'Empereur autrichien du 5 mars, « avec stupeur, douleur et affliction », les *Débats* du 13 mars jugèrent cette charte « très libérale » !

Aussi ne faut-il point s'étonner si Brlić cherche à s'approcher d'organes plus démocratiques. La fréquentation des milieux d'émigrés lui indiquait *La Tribune des Peuples*, journal quotidien paraissant à Paris du 15 mars au 10 novembre 1849. Le 23 février il assista chez Chojecki (Charles Edmond) à une réunion des fondateurs de ce journal, et note y avoir rencontré les Hongrois Pulszky, Salay et Teleki, avec lesquels il parla de réconciliation hungaro-croate et défendit Jelačić d'être aussi « noir et jaune » qu'il le semble, en quoi il fut appuyé par Mickiewicz, promoteur du journal [1]. Le 9 mars Brlić note que la *Tribune* est un organe des partisans des Napoléons, auxquels Mickiewicz et Branicky sont dévoués. Les journalistes français lui laissent critiquer l'Empereur Nicolas, mais non le gouvernement français ! Et après une conversation avec Cyprien Robert, persuadé que la *Tribune des Peuples* peut être utile, Brlić décide de lui donner un article. Cet article publié dans le numéro du 17, il put encore l'emporter, car ses amis Kirović, Hulek, Potocki et Golesco lui apportèrent l'exemplaire de la *Tribune* à la gare, au moment de son départ pour Bruxelles, dans la soirée du 16.

La Tribune des Peuples devait bien être ce que dit son nom : toutes les causes nationales y étaient exposées, et à côté de l'article de Brlić un Hongrois, signant XXX pouvait, dans une suite d'articles (du 16 au 19) traiter la « Question Hongro-Austro-Croate » de son point de vue national et proclamer « l'acharnement croate inexplicable ». La rédaction du journal ne s'embarrassa nullement de cet imbroglio de thèses, et déclara simplement laisser toute la responsabilité à l'auteur de l'article qui fait tellement contraste à celui que notre jeune émissaire put signer de son nom : *A. T. Berlitch* (*Croate*). Voici le texte intégral de cet article, intitulé « Tendances des Slaves du Midi » :

« La lutte qui se poursuit aujourd'hui avec opiniâtreté à l'est de l'Europe est

[1] Le journal littéraire de Zagreb *Danica* annonçait le 10 mars 1849 que paraîtrait à Paris un nouveau journal pour la défense des intérêts slaves, rédigé par Mickiewicz, Quinet et Michelet comme premiers rédacteurs, et Chojecki, etc., comme second. Un capital de 6.000 francs aurait été déjà réuni.

beaucoup plus importante qu'on ne pourrait le supposer au premier abord si on en jugeait d'après l'étendue de terrain compris par les opérations militaires de la Hongrie et de ses adversaires. Là, sont engagés les intérêts de tous les Slaves méridionaux, c'est-à-dire d'une population qui touche à trois mers, à l'Adriatique, à la mer Noire et à la Méditerranée.

« En effet, le même cri de guerre est répété par les Bulgares, depuis la Bessarabie jusqu'aux portes de Constantinople, par les Serbo-Croates, des bouches du Danube, jusqu'à l'Adriatique et par les Slovènes ou Vindes des bords de la Drave jusqu'à l'Isonzo [imprimé « Irouzo »].

La position géographique elle-même détermine les destinées des Slaves méridionaux ; l'identité presque de leurs idiomes réserve leurs liens de consanguinité, la force physique et morale qu'ils ont toujours conservée malgré la domination oppressive des pachas musulmans et des bureaucrates autrichiens, malgré le mépris superbe de l'aristocratie magyare et les influences italiennes en Dalmatie cette puissante force de résistance, disons-nous, leur assure un avenir digne des peuples libres et indépendants.

Le but que les Slaves poursuivent aujourd'hui c'est d'abord une fédération intime entre eux, puis une union libérale avec les diverses nationalités qui les entourent ou habitent parmi eux. Cette fédération, c'est pour ainsi dire la seule idée dont se préoccupent les Peuples slaves, et que leur presse ne discontinue pas de soutenir de toutes ses forces, dans les centres de l'activité nationale, comme à Belgrade, à Agram et à Laibach. Les patriotes ne conçoivent de salut pour leur patrie que dans cette confédération qu'ils nomment danubienne. Louis Gaj (err. Jay), l'un des principaux chefs du parti slave, déjà en 1838, poursuivait ardemment dans ce sens son agitation ; il luttait non seulement contre le despotisme autrichien, mais encore contre le parti conservateur et le parti libéral de la Hongrie, dont le premier combattait ouvertement, tandis que l'autre, par des menées secrètes, s'efforçait de réduire à néant les tendances slaves. Les hommes qui étaient à la tête du parti national marchaient hardiment dans leur voie, encouragés qu'ils étaient par le vœu unanime du Peuple.

Le rôle important que la Croatie et la Serbie jouent aujourd'hui sur le Danube n'est que le résultat de cette idée persévérante de fédération qui anime de plus en plus ces peuples, qu'on eût dit voués à l'esclavage à perpétuité.

Les Hongrois crurent au mois de mars 1848 donner une constitution libérale en accordant à chaque individu ses droits politiques ; mais qu'on ne s'y trompe pas, ces droits furent octroyés sans tenir compte des nationalités, ou plutôt en les subordonnant toutes à l'élément magyar. Tout homme fut, de par la loi, condamné à accepter, sans aucune restriction, la nationalité magyare, c'est-à-dire à renier la sienne, s'il appartenait à une race distincte de celle des suzerains du pays. On déclare que le mouvement national des Serbes était une rébellion, les tendances patriotiques des Slovaques furent considérées par le ministère hongrois comme une propagande du panslavisme moscovite, dans toute la Croatie, personne ne fut jugé assez digne pour prendre place aux bancs des ministres, et, même pour les postes importants des contrées slaves, on ne peut trouver d'autres hommes que ceux auxquels l'idiome du pays était tout à fait étranger.

C'est ainsi que la nationalité slave, froissée et opprimée, là où elle était générale en Croatie, en Serbie, parvint cependant à se faire jour malgré le particularisme de la constitution magyare, grâce à la persévérance des hommes populaires parmi les Slaves qui, ne comprenant pas la liberté sans la nationalité, s'efforcèrent de combattre dans les assemblées nationales de Carlowitz et d'Agram l'exclusivisme de la Constitution magyare. Aussi n'évitèrent-ils pas la persécution.

Le gouvernement magyar ordonna au général Hrabowsky de faire le bombardement de Carlowitz et une sévère enquête contre les Croates. Après une sanglante bataille de deux heures, Hrabowsky, forcé d'évacuer Carlowitz se vit dans l'impossibilité d'aller exécuter à Agram les ordres de Kossuth. Toutefois on ne manqua pas de défendre aux Slovaques le droit de pétition et l'on sévit contre les amis du peuple. Le gouvernement magyar réussit à exaspérer les esprits au point qu'il lui est devenu aujourd'hui impossible de compter sur les sympathies des populations de la Croatie et du Banat.

Les Hongrois, par leur influence auprès de la Cour, firent dépouiller le Ban Jelachich de toutes ses dignités ; la nation s'opposa vigoureusement, au décret impérial. Le ban fut cité à Pesth et déclaré rebelle pour avoir osé penser à l'établissement d'un gouvernement qui eût représenté l'égalité de toutes les nations de la Hongrie, l'union étroite de toutes les races sous la prédomination d'aucune d'elles en particulier. M. Kossuth à Pesth, déclara expressément à Stratimirovitch que la guerre seule pouvait décider de la question soulevée entre les deux peuples. En effet la guerre était la conséquence logique de la conduite des deux partis.

La pacification entamée à Vienne échoua grâce à l'opiniâtreté du gouvernement magyar qui persistait à vouloir démembrer la Serbie, à empêcher la formation d'un cabinet unique pour l'empire, seul moyen d'arriver à une fédération des Bohêmes, des Slovaques, des Illyriens, des Galiciens, de s'étendre sur les bords du Danube, de rallier les Slaves de la Turquie et d'opposer ainsi une union des peuples libres aux projets d'envahissement moscovites.

Ces plans, si avantageux pour la cause de la liberté commune échouèrent, la guerre éclata au mois de juin entre les Slaves et les Magyars ; deux mois après, les Croates passaient la Drave et attaquaient les Magyars.

Le gouvernement autrichien, fidèle à sa politique machiavélique, voudrait à cette heure, exploiter à son profit les résultats de cette malheureuse guerre : mais les Slaves méridionaux, qui ne dévieront jamais du chemin de l'égalité pour tous les peuples, qui jamais ne trahiront la fédération des nationalités libres, sauront tout aussi bien résister à la prédominance autrichienne qu'ils ont su repousser l'exclusivisme magyar. »

*
* *

Porteur d'une lettre de Chojecki, Brlić fut reçu le 10 mars par le Président de la République Napoléon Bonaparte, dont il inscrivit le nom, dans son Journal, en caractères glagolitiques, ce qui lui semblait apparemment plus « mystérieux ». Il l'aborda avec ces paroles (qu'il note en français) : « J'ai l'honneur de Vous exprimer le sentiment du haut dévouement des Slaves du Midi pour le grand Empereur et pour tous les siens. Et je regarde comme un bonheur de pouvoir être constitué avec Vous (*sic*), Monseigneur. » La conversation commença par le récit de Brlić, son rôle, dans la campagne contre les Hongrois, de secrétaire politique et diplomatique du Ban. La description qu'il fit du Ban était naturellement bien flatteuse : 47 ans, vigoureux, homme de génie. Bruits sur sa liaison avec l'archiduchesse Sophie (mère de François-Joseph) sans fondements si non qu'elle tenait à le gagner à l'absolutisme. Mais Jelačić ne vivrait que pour

l'idée de la liberté slave, et ferait pour elle tous les sacrifices, ainsi qu'il lui est déjà arrivé une fois d'être proclamé rebelle (ce qui fit sourire le Président). Répondant aux questions Brlić indiqua que l'armée sous le commandement de Jelačič compterait 60.000 hommes et bien que divisée pour le moment (en Italie et en Hongrie) elle ne manquerait pas de répondre à l'appel du Ban. Ceci surprit Louis Napoléon qui prit la parole à son tour, pour exprimer l'idée que le sort de l'Europe, son salut ou sa chute dans la barbarie, dépendrait des Slaves (et alors remarquant l'hésitation de Brlić à trouver les expressions françaises, l'invita à parler en allemand, ce que celui fit partiellement). Il affirma la nécessité de l'existence de l'Autriche, mais comme une fédération de peuples. Là-dessus Brlić lut des fragments de la lettre de Gučetič en date du 4 mars, d'autant plus facilement que presque toutes les nombreuses lettres qu'il recevait de son ami, de Dresde ou d'ailleurs, étaient écrites en français. Louis Napoléon apprit à cette occasion que les Bohêmes (Tchèques) de même que les Slovènes étaient Slaves ! La conversation passa à la Russie, à Schwarzenberg et à Windischgrätz, adversaire de Jelačić Le président s'enquit du comte et feldmaréchal autrichien Nugent, Irlandais d'origine, établi en Croatie, et Brlić lui répondit que celui-ci savait le croate et qu'il avait même fait des poèmes pour l'organe littéraire *Danica*. Revenant à la politique Brlić affirme que les Russes spéculent sur le penchant des Slaves qui se disent qu'il vaut mieux perdre la liberté et conserver la nationalité avec les Russes que de perdre toutes les deux avec les Allemands, ce à quoi Napoléon acquiesça. Là-dessus Brlić fit ses adieux, tandis qu'il note encore, dans son Journal, ces détails « importants » : « Nous avons fumé des cigares, et j'avais posé mon chapeau sur une chaise à côté de moi. Sur le billet je déclinai mon nom ainsi : Membre de l'assemblée Slave à Prague et officier volontaire, attaché au quartier général du Ban de la Croatie, Slavonie et Dalmatie. »

La seconde fois, le 12 mars, Brlić fut introduit auprès de Louis Napoléon par Zenowicz [1]. Celui-ci apporta un portrait de Jelačić que Napoléon garda et le jugea « intéressant », tandis que Brlić s'empresse de dire qu'il fera savoir ceci au Ban, dont il vient justement de recevoir une lettre, le 11, dans laquelle Jelačić se plaint de ce que sa situation devenait difficile. Il cita aussi des passages français de la lettre de Gučetić, du 6, affirmant que Schwarzenberg et l'archiduchesse Sophie dirigent l'Empereur à leur souhait. Après avoir

[1] Zenowicz (George), général polonais, né en Lithuanie en 1782, naturalisé français en 1799, mort à Bruxelles en 1853. V. aussi « Un combattant de Waterloo au ban Jelačić », *Annales de l'Institut Français de Zagreb*, janvier-mars 1938.

effleuré l'idée d'une alliance franco-britannique, le Président déclara que la France devait s'allier *avec des principes*, et il s'agit de savoir maintenant si en Autriche elle le fera avec le Ban, ou avec l'archiduchesse Sophie et le ministère ? Et conclut qu'il fallait attendre. Au départ, Napoléon lui tendit la main avant de la tendre à Zenowicz, et sur sa demande, promit de le présenter à son oncle (Brlić écrit « père ») Jérôme Bonaparte.

Cette audience eut lieu peu après. Brlić commença par un « exposé général » : le ban reste avec son armée inactif devant Budapest, ne désirant plus marcher contre les Hongrois, sur quoi Jérôme l'interrompit : « Il faut ménager les Hongrois », et Brlić de répondre : « C'est ce que nous faisons, mais nous sommes impuissants, car l'Autriche fait la guerre ». Sur la question, où se trouve le point d'appui du Ban, Brlić cita des chiffres sur le nombre des habitants et des soldats de Croatie, deux millions pour les uns et 60.000 pour les autres, mais Jérôme ne voulut admettre que 30.000 soldats, et alors son interlocuteur expliqua que ces troupes se trouvaient éparpillées dans l'Empire. Le Ban n'est actuellement que commandant d'un corps d'armée sous les ordres de Windischgrätz, c'est pourquoi il devrait rentrer à Zagreb. A une question sur les Polonais, Brlić parla de Czartoryski, mais le Prince fit la moue. Brlić souligna encore le manque d'argent et demanda ce qu'il fallait espérer du côté de la France, à quoi Jérôme riposta qu'il importait tout d'abord de connaître les tendances du Ban ainsi que celles de Schwarzenberg. Et Brlić de préciser que Schwarzenberg était pour l'absolutisme et le germanisme, tandis que Jelačić pour la liberté et les Slaves, dont la situation en Autriche devrait être réglée. Le Ban l'aurait donc envoyé pour voir ce que la France entendait faire. Mais le Prince se déroba encore : la France ne peut s'immiscer dans les affaires intérieures, à quoi Brlić observa que les Russes, eux, étaient bien en Transylvanie. Jérôme lui demanda encore s'il voulait voir le Ministère des affaires étrangères, mais Brlić exprima sa crainte de l'Ambassade d'Autriche qui pourrait en être informée. Avant de terminer l'entretien le Prince déclara qu'il ne s'étonnerait pas si l'Empire ruinait Jelačić après que celui-ci l'aurait sauvé, car Sobiésky connut la même ingratitude. Brlić hasarda encore une suggestion au sujet d'une action diplomatique contre le cabinet Schwarzenberg, et le Prince observa qu'il faudrait se concerter avec la Prusse... « Au plaisir de vous voir » — et l'entretien prit fin.

Ce fut Poujade qui l'introduisit, le 14 mars, auprès du Ministre des affaires étrangères Drouyn de Lhuys non sans lui avoir recommandé de suggérer au Ministre d'envoyer un agent français auprès de Jelačić. A l'huissier qui l'annonça Brlić demanda de garder le plus

grand secret vis-à-vis de l'ambassade autrichienne. L'entretien avec le Ministre s'ouvrit aussi par un exposé de la part de Brlić. Drouyn de Lhuys fit observer que l'Autriche devrait rester absolutiste, mais son interlocuteur insista, en développant le plan fédéraliste, avec provinces et diètes autonomes, gouvernement et parlement central, d'après le plan de Palacky et de Jelačić, accepté même par le gouvernement dans sa déclaration du 27 novembre 1848. Mais au lieu de cela on s'est décidé pour une constitution octroyée qui est impraticable et ne signifie que la transition vers l'absolutisme. Le Ministre se fit répéter le plan fédératif et Brlić précisa que la langue du gouvernement central serait l'allemand qui est su par tous. La question suivante concernait les Magyars. Brlić remarqua que la conciliation serait difficile, car les Hongrois veulent soumettre à leur tyrannie les Slaves, qu'ils craignent, dans le cadre de la couronne de Saint-Étienne. Les adhérents à l'idée fédérative seraient au nombre de 11 millions : les Slaves du Sud, les Tchèques, les Polonais de Galicie, de sorte que le ministère n'a pas de majorité parmi les peuples. L'archiduchesse Sophie que le Ministre croyait être en bons termes avec le Ban, n'aime plus Jelačić qui ne consent pas à être le « Chevalier de l'absolutisme ». « L'alliance russe est le soutien du gouvernement. Elle est contraire à nos désirs, car elle tend à l'absolutisme, et celui-ci une fois réalisé, l'Autriche ne pourra plus exister si non comme protégée russe. » Drouyn de Lhuys remarqua qu'il ne désirait nullement voir l'union de 80 millions de Slaves sous un sceptre. « Nous non plus, mais si l'Autriche demande l'Italie et Francfort, la Russie occupera le Danube (la Roumanie), érigera la Bulgarie et la Bosnie en principautés, et alors nous serons tenus en échec, car notre avenir est sur le Danube ».

Il exposa encore le mécontentement contre le procédé de ranger, aux élections pour le parlement de Francfort, les Tchèques et les Slovènes, parmi les Allemands, lut la lettre de Gučetić du 4 mars et l'assura encore de la fidélité des Slaves à la dynastie des Habsbourg. L'entretien finit là, après que le Ministre eut promis le secret.

Le lendemain, le 15, Brlić fut reçu une seconde fois par Drouyn de Lhuys. Après des explications sur son rôle, et sa situation personnelle auprès du Ban, Brlić annonça au Ministre son intention de partir par Prague et Vienne, et son projet de revenir à Paris. Il lut ensuite la lettre de Gučetić du 6 mars et donna des renseignements sur ce diplomate, Dalmate de naissance et âgé de plus de 50 ans. Le Ministre observa qu'il valait mieux pour les Croates rester avec l'Autriche, et lui posa la question à quel absolutisme ils donneraient la préférence, à celui de l'Autriche ou à celui de la Russie. — « A celui de l'Autriche », répondit Brlić, mais il ajouta que la Russie exige de

l'Autriche de maltraiter les Slaves pour qu'ils disent plus tard : « Mieux vaut encore aller à la Russie ! » sur quoi le Ministre fut d'accord, ajoutant que la Russie, afin de l'affaiblir incitait l'Autriche à garder l'Italie, tandis que l'Autriche devait chercher son avenir sur le Danube. Drouyn de Lhuys revint à son idée que la situation des 18 millions de Slaves était de beaucoup meilleure en Autriche qu'elle ne pourrait l'être en Russie. — Brlić : « Bien sûr, et c'est pour cela que le Ban a sauvé l'Autriche dans notre intérêt, mais c'est Schwarzenberg qu'il s'agit de renverser ! » Et il demanda l'appui diplomatique dans ce sens. Mais, note-t-il, le Ministre écouta d'une expression froide et il semblait prendre une décision. Brlić lui donna encore des détails sur les liens de parenté entre le Tsar et l'Empereur d'Autriche, lesquels seraient encore renforcés si François-Joseph, comme il en était question épousait la fille du Tsar, ce qui étonna le Ministre, ignorant ces détails. Il finit par montrer plus de compréhension pour les vues slaves, et lorsque au départ, Brlić lui demanda de donner à la délégation française au congrès de Bruxelles [1] des instructions pour demander que l'Autriche abandonne l'Italie et porte son influence sur le Danube, il le promit et proposa même que Brlić écrive au délégué dans ce sens, « confidentiel et particulier » (*sic*). Il invita aussi Brlić à venir le voir à son retour, le matin et le soir (ceci probablement par précaution), tandis que Brlić lui remit encore l'adresse du Congrès slave de Prague et la proclamation rédigée par Utješinović sur la constitution de l'Autriche [2].

⁂

Une place spéciale revient à l'activité de Brlić (rappelons-nous qu'il était encore prêtre) dans les milieux catholiques de Paris. Dès

[1] La conférence de Bruxelles, proposée, au sujet des affaires d'Italie, par les puissances médiatrices, la Belgique, la France et l'Angleterre, dès novembre 1848, ouverte en mars seulement, grâce aux lenteurs calculées de l'Autriche. La Sardaigne n'en attendait d'ailleurs pas beaucoup et rompit, le 12 mars 1849, l'armistice de Salasco (9 août 1848). (V. A. Debidour : *Histoire Diplomatique de l'Europe*, Paris, 1891, t. II, pp. 27 et 34, Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, Paris, 1927, t. III, pp. 309 et 321, et Comte E. Cordi et Baron E. Buffin : *Léopold Ier, oncle politique de l'Europe*, Bruxelles, pp. 253 à 269).

[2] Rédigé en allemand sous le titre suivant : *Programm zur Konstituierung des österreichischen Kaiserstaates nach dem Prinzip der konstitutionellen Freiheit und der nationalen Gleichberechtigung*, et publié par Ognjeslav Utješenović-Ostrožinski en octobre 1861 dans le livre de Pejaković contenant des actes de la Diète croate en 1848, paru en allemand à Vienne en 1861. Ostrožinski y plaidait pour une confédération autrichienne, composée des sept groupes suivants : allemand, tchéco-slovaque, magyar, sud-slave (Serbes, Croates, Slovènes), polonais-ruthène, roumain, italien.

le 16 décembre 1838 Brlić se présente muni de la recommandation de l'auditeur à la nonciature de Vienne Montani chez l'auditeur à Paris, Mgr. Lasagni, qui le présenta au Nonce Mgr. Fornari.

Le 10 janvier il visita encore Mgr. Lasagni, pour l'entretenir d'une protestation des évêques autrichiens contre la constitution que Schwarzenberg préparait déjà. Le 30 janvier il a une importante conversation avec le Nonce dans laquelle il aborde la question de l'union des Églises, et propose pour faciliter cette union, l'introduction de la liturgie slave. A la question du Nonce, si cela ne devait pas provoquer une menace de schisme, Brlić répond que, au contraire, l'attraction de l'Église romaine, plus forte en culture, ne manquerait de l'emporter et que par ailleurs la reconnaissance du Pape est la condition de cette union, à laquelle, à son avis, le Patriarche [1] même ne serait pas tout à fait opposé. Avant son départ il voit encore Fornari et Lasagni, le 16 mars, et parle de l'idée fédéraliste en Autriche et de l'opposition contre l'influence russe, consécutive à l'intervention militaire.

L'action pour l'unité des Églises, chère à son protecteur Gučetić l'amena naturellement en relation avec l'abbé Terlecki [2] qu'il rencontra le 16 janvier chez le Polonais Zaleski, à Passy. Terlecki lui dit être chargé d'une mission de la part du Saint-Père, pour introduire la liberté d'Église dans l'Églisse russe, pour préserver les Ruthènes du schisme. Le 28 janvier il écoute son sermon à l'Église Saint-Roch, le voit encore les 10, 16 et 26 février avant le départ de celui-ci pour Dresde, où d'ailleurs Brlić le retrouvera, et il restera avec lui en relations suivies toutes les années suivantes.

Brlić fut également présenté à l'Archevêque de Paris Mgr. Sibour [3] chez Czartoryski, le 1er janvier, et il en profita pour suggérer sa collaboration personnelle au Concile, où il pourrait être utile comme émissaire auprès des « schismatiques ». Il lui fit encore visite le 22 janvier et le 5 février. A cette époque-là, Brlić se considérait toujours comme prêtre, sa décision définitive d'embrasser la carrière d'avocat ne devant être prise qu'en 1853. Aussi allait-il entendre les sermons de Lacordaire à Notre-Dame, et visitait-il le séminaire de Saint-Sulpice ainsi que l'Association catholique.

∴

[1] Rajačić Josif (1785-1861), élu métropolite de Karlovci en 1842, proclamé patriarche serbe le 1er mai 1848.

[2] Terlecki (Hypolite Zygmunt), quitta la médecine après la mort de sa femme (1835), partit en France, où il se fit prêtre et fonda un séminaire grec-catholique.

[3] Sibour (Marie-Dominique), archevêque de Paris du 15 juillet 1848 au 3 janvier 1857.

L'activité déployée par Brlić lors de son séjour à Paris se reflète aussi dans les rapports envoyés aux personnages politiques qui l'avaient chargé de la mission qu'il était en train d'accomplir, à savoir le Ban Jelačić et le Ministre autrichien, chargé des affaires croates, le baron Franjo Kulmer [1], dont l'influence à la Cour était bien plus grande que celle de Jelačić. Les copies de ces rapports adressés de Paris ont été conservées par Brlić et elles se trouvent aujourd'hui dans les archives Brlić à Brod, de même que les copies des lettres au ministre serbe Ilija Garašanin [2], avec lequel notre personnage essaya également, à cette époque, d'entrer en relations.

Le nombre des rapports politiques adressés à Kulmer ne dépasse guère trois, et nous pouvons en chercher la raison dans le désintéressement pour les milieux étrangers marqué par ce membre loyal du cabinet Schwarzenberg, quoique Croate d'origine, du moment que la politique autrichienne pouvait, grâce à l'appui russe, s'engager dans la voie autoritaire, marquée au début de mars par la constitution octroyée. Il y eut peut-être aussi quelque raison particulière, quelque rapport confidentiel sur l'activité de Brlić à Paris que nous ignorons : bref, Kulmer cessa, dès le début de février au plus tard, d'accorder son appui au jeune émissaire et le somma de rentrer.

Le premier rapport de Brlić à Kulmer date du 13 décembre 1848, de Bruxelles encore, d'où, à la suite d'une conversation avec Montigny, il lui annonce la certitude de l'élection de Louis Napoléon comme Président de République. Le 21 décembre il lui confirme cette élection et lui donne des renseignements sur la présence à Paris des agents de Kossuth, les Hongrois Teleky et Irenyi, dont il importait de combattre l'activité. Il lui demande aussi, après conversation avec Cyprien Robert, de faire une démarche auprès des autorités compétantes de Vienne, afin d'autoriser l'entrée en Autriche de *La Pologne* qui « écrit dans notre intérêt, mais n'a que 120 abonnés ». « Cyprien Robert qui en est le rédacteur, est professeur du slavisme (*sic*) au Collège de France, mais assez pauvre, et mériterait d'être aidé de façon que sa revue soit abonnée si non lue de la part de nos gens. » Le troisième rapport est du 5 février 1849. Après avoir annoncé qu'il avait appris de source sûre qu'une minorité au sein du gouvernement français serait pour la guerre (en Italie), il en vient à sa situation per-

[1] Kulmer (François, baron, 1806-1853), jouait au début de 1848 le rôle d'intermédiaire entre la Cour et la diète croate, nommé ministre sans portefeuille, chargé des affaires de Croatie, dans le cabinet Schwarzenberg, le 2 décembre 1848, membre du Conseil d'État après la proclamation de la Constitution octroyée du 4 mars 1849.

[2] Garašanin (Ilija) 1812-1874, ministre serbe des Affaires intérieures en 1843, des Affaires étrangères en 1852.

sonnelle : « J'ai reçu de vos nouvelles, sans argent, m'invitant à rentrer. N'ayant aucun autre espoir de subside sinon de votre part, je vous prie, puisque vous êtes l'unique soutien des Slaves auprès du gouvernement, de vouloir bien, dans votre grande bonté à mon égard, faire de la sorte que cette nouvelle qui me fut signalée par Strossmayer (évêque de Djakovo à partir du 18 novembre 1849, qui se trouvait à ce moment à Vienne, en qualité de chapelain à la Cour et directeur de l'Augustineum), m'arrive accompagnée des frais de voyage. — Par ailleurs, je dois avouer à V. E. qu'il est grand dommage que je reste sans successeur qui pourrait observer ici l'agitation des Magyares et des Polonais du point de vue slave, percer leurs actes hostiles et travailler pour la cause slave. Ceci est complètement négligé de la part de notre ambassade et du prince Schwarzenberg, et exige un homme qui soit connu ici. J'ai fait connaissance tant avec les rédacteurs d'importants organes conservateurs qu'avec les personnalités du parlement français. Je voudrais, par conséquent, pouvoir au moins transmettre ces relations en des mains slaves. »

Les rapports d'A. T. Brlić de Paris à Jelačić sont au nombre de six pour cette époque, autant que nous le savons, et encore celui du 16 janvier ne nous a-t-il pas été conservé. — Le 17 décembre il lui annonce de quelle vogue son nom jouissait dans les milieux français et émigrés qui tous considèrent le Ban comme seul capable d'organiser une fédération slave sur le Danube. — Le 31 décembre il rappelle au Ban sa promesse, faite au moment où il partait pour la France, de s'occuper des frais de ce voyage. Il lui fait savoir, en outre, que Napoléon est partisan d'une guerre contre l'absolutisme représenté par l'Autriche, la Prusse et la Russie, ce qu'il aurait appris par un Polonais, ami de Louis Napoléon (Chojecky ?). « J'ai des connaissances parmi les amis du Ministre des Affaires étrangères (français) auprès duquel j'ai l'intention d'agir pour que les Français apprennent le slave, puisque nous autres Slaves nous savons leur langue ». Le 29 janvier Brlić parle surtout de l'activité des Magyars à Paris : « Ils poursuivent leur besogne de mensonges et d'intrigues contre Vous et contre nous. Ils écrivent et ils parlent de leurs victoires, induisant les Français en erreur. C'est pourquoi moi aussi, j'ai tâché d'agir par la parole et par l'action. Grâce à un ancien Pair, le Baron Bourgoing, j'ai commencé à écrire, au *Journal des Débats* et à la *Revue des Deux Mondes*. La première chose que j'ai publiée est votre Manifeste aux Dalmates et je vous joins le numéro du journal où il est reproduit. C'est le journal du gouvernement, et le plus important auprès du public intelligent. J'espère bien pouvoir exposer, par son intermédiaire, la situation des Slaves d'Autriche aux Fran-

çais. » Il lui demande en outre, en rappelant les déclarations patriotiques du Ban, de l'autoriser à exposer aux Français son idée que l'Autriche n'abandonnerait l'Italie que si la Turquie donnait la liberté aux Slaves, aussi bien que des renseignements détaillés sur les opérations de campagne en Hongrie. Le comte Teleky ayant publié une brochure, *Les Hongrois aux peuples civilisés*, qui mettait en cause le caractère du Ban et de toute l'action croato-serbe, Brlić déclare vouloir lui répondre s'il reçoit l'argent demandé à Kulmer lequel refusa, comme nous venons de le voir. — Le 20 février il annonce au Ban avoir appris que la France est prête à envoyer ses troupes en Piémont si Radetzky avance jusqu'à Turin, ne voulant pas tolérer l'Autriche dans le Piémont. Et aussi quelques nouvelles de nature à flatter l'amour-propre du Ban : le général Bugeaud [1] serait son grand admirateur, le portrait de Jelačić, reproduit d'après la lithographie de Kriehuber, serait dans toutes les vitrines, et les officiers français l'achèteraient « pour en décorer leurs chambres ». « Votre nom est européen et partout plus sympathique que celui de Windischgrätz, et je me sens heureux d'y avoir également contribué. — Le 3 mars il rapporte à Jelačić sur la mission de Poujade dans les Balkans : « Le consul général de France pour les principautés danubiennes Poujade me demanda de vous faire savoir le plan des diplomates français au sujet des régions slaves de Turquie. Ils suggèrent à la Turquie d'organiser la Bulgarie en principauté libre à l'instar de la Serbie. De cette manière ce ne serait pas la Russie qui bénéficierait des sympathies des Slaves turcs, sous le prétexte de les libérer du joug musulman. Ces mêmes diplomates sont d'avis qu'il serait dans notre intérêt de ne pas laisser les Russes s'installer sur le Danube, parce qu'il nous sera plus difficile de libérer nos Slaves des mains des Russes, systématiquement despotiques, que de celles des Turcs, légers, et que, cela fait, nous pourrions réaliser cette idée de fédération slave. Poujade visitera l'Autriche en se rendant à Bucarest, et viendra vous voir afin de s'entretenir avec vous de ce sujet. J'ai convenu avec le prince Sanguszko, qui est pour l'Autriche, de réunir parmi les Polonais ceux qui veulent collaborer avec vous dans le domaine politique et constitutionnel. Didier [2] qui vous a visité à Vienne, en décembre, vous salue. L'unique salut pour l'Autriche serait si Vous, Ban Illustre, vouliez, avec deux ou trois Slaves, Tchèques et Polonais, entrer dans le gouvernement. Vous

[1] Bugeaud de la Piconnerie (Thomas-Robert), duc d'Isly, maréchal de France (1784-10 juin 1849), mis, le 20 décembre 1848, à la tête de l'armée des Alpes, qui, vu les événements d'Italie, semblait sur le point d'entrer en campagne.

[2] Il s'agit probablement de Jean-Charles-Henry Didier, littérateur suisse qui fut en 1848 chargé d'une mission politique en Pologne.

seriez appuyé par l'armée, par tous les Slaves et par la majorité des Allemands. Aussi, je vous prie de le faire. »

Nous avons déjà dit que Brlić peut-être sous l'impression de l'ordre de rentrer que Kulmer lui fit parvenir au début de février, essaya d'entrer en relation avec le ministre serbe Garašanin, partisan de l'union sud-slave. Il lui adressa, dans ce but, des lettres de Paris, les 7 (non conservée à Brod [1]), 11, 17, 19 et 25 février, lui offrant ses services pour des renseignements politiques notamment sur les intentions du gouvernement français à l'égard de l'avance de l'armée autrichienne en Italie et la mission du général polonais Dembinski en Hongrie. Dembinski serait le personnage indiqué pour réconcilier les Hongrois et les Serbes si ceux-ci le voulaient étant donné la perfidie autrichienne. « Je suis chargé de la part des Polonais d'en informer aussi le Ban — écrit Brlić à Garašanin, le 17 février, — mais je crois qu'il est dangereux de le lui écrire, car la « camarilla » l'a entouré de gens de ses couleurs ». Mais il se déclare prêt à en référer au Ban de vive voix. Le 25 février il écrit à Garašanin au sujet de la mission de Poujade qui doit se rendre aussi à Constantinople, et souligne ses relations personnelles avec le Ministre Drouyn de Lhuys par l'intermédiaire de Desprez, l'informe aussi des largesses des Napoléons pour les Slaves, notamment pour les Polonais, de la subvention accordée à la *Tribune des Peuples* qui sera rédigée par Mickiewicz, ainsi que de l'entrée de Zenowicz, aide de camp de Louis Napoléon, dans la Société Slave. — Cette correspondance n'eut cependant pas de suite, Garašanin, à ce qu'il paraît, n'ayant pas répondu.

∴

Pour résumer toute l'activité politico-journalistique d'A. T. Brlić, pendant son premier séjour à Paris il nous reste à parler de ses correspondances aux journaux croates.

Ayant collaboré en 1848 à la *Zora Dalmatinska*, il lui envoya encore une lettre de Paris, le 28 décembre. Mais elle ne fut pas publiée. Pendant l'année 1849, cet hebdomadaire qui cessa de paraître le 25 juin, contient par contre, plusieurs articles d'Ignjat Aloizije Brlić père d'Andrija Torquat, signés « le vieux Brlić ». Nous signalons notamment celui intitulé « Liberté, fraternité et égalité » que, il est vrai, « le vieux Brlić » ne fait que traduire, mais non sans en approuver les idées, ce qui prouve que le père n'était pas précisément d'accord avec le fils, en jugeant la devise de la Révolution des « paroles

[1] Elle se trouve, par contre, parmi les papiers de Garašanin à Belgrade, ainsi que nous le lisons dans l'article « Brlić et Garašanin » de Vasilj Popović, dans *Politika* de Belgrade, du 6 janvier 1939.

empoisonnées, inventées par les étourdis français ». Une contribution aussi copieuse qu'intéressante envoyée de Paris par notre personnage, se trouve dans le principal journal croate de l'époque *Novine Dalmatinsko-Horvatsko-Slavonske*, fondé par Ljudevit Gaj, rédigé par Bogoslav Šulek et paraissant trois fois par semaine à Zagreb. La première lettre de Brlić, envoyée de l'Occident, figure dans le numéro du 23 décembre 1838, datée de Bruxelles, le 13, et accompagnée de la mention rédactionnelle suivante : « Nous recevons cette correspondance d'un compatriote qui se rend à Paris. » — Le 11 janvier 1849 est publiée la lettre de Brlić intitulée « La France à Noël 1848 », signée, ainsi que les suivantes, Kazimir B. Il y décrit la situation politique française, les élections présidentielles et l'avènement de Louis Bonaparte. Passant à l'attitude française vis-à-vis de la cause slave, il remarque que les Français croient l'Autriche allemande. Aussi bien faut-il leur démontrer que nous autres « nous existons en Autriche et que nous voulons l'organiser fédérativement ». Il annonce la réunion prochaine de la Société Slave, se plaint que les feuilles slaves d'Autriche n'arrivent pas à Paris et exhorte ses compatriotes à la concorde : « Soyez unis, compatriotes, unis sans différence de religion et de politique, car il y va maintenant de l'existence de la nation. » — La lettre publiée le 18 janvier est consacrée à la situation intérieure en France, mais rend également compte d'une séance, de la Société Slave, dont le secrétaire est Cyprien Robert. — Le 1er février paraît l'article « La crise européenne et nous », où Brlić traite de la mission de Ponyatovsky et du général Péret auprès du roi de Sardaigne, de l'antagonisme franco-russe dans la question roumaine, et finit par l'avertissement suivant « Ouvrez bien les yeux, Serbes et Croates » ! — Le 6 février (daté du 19 janvier), sous le titre « Correspondance de Paris », c'est du comité de la Société Slave, du conflit entre les camps des aristocrates et des démocrates polonais que Brlić parle, ainsi que du culte des hommes illustres en France en recommandant de s'inspirer de cet exemple louable. — Le 8 février Brlić recommande *La Pologne*, ajoutant que sous ce nom ce journal défend les intérêts slaves en général. « Ici on considère, poursuit-il, que nous devrions aider maintenant Deak, parce que c'est un homme qui ne s'entendra jamais avec les Allemands contre nous. Car on affirme ici que la camarilla ne manquera pas d'envoyer contre vous les conservateurs magyars, par reconnaissance de ce que vous autres, avec votre Jelačić, vous l'aurez aidé à vaincre Kossuth. Il en sera donc ainsi : *Divide et impera* : mais nous autres nous disons *Foedera et guberna !* « Voilà ce qu'affirment ici les gens qui craignent la réaction. Et qu'en dites-vous, chers compatriotes » ? — Dans la lettre publiée le 10 février Brlić raconte sa visite chez Mickiewicz,

« pour entendre la Pythie ». Le célèbre poète polonais aurait qualifié Lamartine de traître à ses idées d'avant son accession au pouvoir. Il s'intéresse beaucoup au Ban et à ses poèmes publiés par *Danica.* Brlić complète sa chronique en citant la première conférence de C. Robert au Collège de France et la publication de la brochure de Teleki, dont nous avons parlé plus haut. — Le 13 février, commençant sa correspondance par le compte rendu du livre de Guizot, *La démocratie en France*, Brlić la finit encore par une exhortation directe à ses lecteurs : « Je vous dis donc, compatriotes : sans conditions et sans stipulations fondées sur le droit des peuples, n'entrez point dans la fédération autrichienne ». — Le sujet de la lettre publiée le 17 février (expédiée le 1er) est le cours de Cyprien Robert qui réunissait 21 auditeurs, dont 3 à 4 Français. Le baron Bourgoing vient de faire paraître un portrait de Jelačić, avec ce texte français : « Joseph Jelačić, Ban de Croatie, glorieux parmi les Slaves. » Il s'étend aussi sur les dernières nominations dans la diplomatie autrichienne où il déplore l'absence des Slaves, et ne manque pas à ce propos de mentionner les qualités de Gučetić. — Le 20 février il entretient ses lecteurs du mécontentement en France contre le Président Bonaparte, et signale d'autre part que Robert tenait l'autre jour son cours devant deux personnes ! — Le 24 février, sous le titre « Nouvelles de Paris », la lettre de Brlić s'occupe de la Chambre française. Il mande en outre que dans beaucoup de magasins parisiens on peut trouver le portrait de Jelačić, acheté surtout par les militaires qui déclareraient admirer sa marche sur Budapest et sur Vienne, tandis que Windischgrätz y serait moins populaire. Au reste, conclut-il, le gouvernement ferait bien de nommer Jelačić feld-maréchal. — Le 1er mars sa correspondance, intitulée « Un Croate sur l'Italie », parle de Tommaseo et émet l'avis que la France ne laissera pas l'Autriche subjuguer la Sardaigne. Il se plaint aussi que l'Empereur d'Autriche cède à l'influence de Metternich, réfugié à Brighton, en Angleterre. — Le 6 mars c'est du voyage du général polonais Dembinski, en Hongrie, pour réconcilier les Hongrois avec les Croates, que Brlić parle. Cette action aurait actuellement l'appui des démocrates magyars. Mais la rédaction du journal jugea opportun d'exprimer le doute qu'il y ait des Magyars qui ne désireraient pas dominer les autres, et qui seraient prêts à la réconciliation. — Le 22 mars, nouvelle critique de Louis Napoléon ainsi que de son ministre des Affaires étrangères qui ne savent que seconder l'Angleterre lorsqu'elle repousse les Russes de Valachie et de Moldavie. Considérant une guerre russo-turque comme possible Brlić pose la question : « Et nous autres ? » Dans la même lettre il suggère aux Croates de constituer des bibliothèques avec des livres français au lieu des livres

allemands (« souabes »), et demande au gouvernement croate d'acheter pour la bibliothèque de l'Académie de Droit de Zagreb les œuvres de Thiers, Guizot, Lamartine, Louis Blanc, etc. Il rend également compte de l'assemblée générale de la Société Slave où furent élus Zenowicz (Colonel, aide de camp et « galopin » (*sic*) de Napoléon à Waterloo, favori de l'actuel Président de la République Louis Napoléon) comme président, et comme membre du Bureau Činski, colonel Chotomsky, Niedviedzki, Herkalović et Berlić. Zenowicz et Berlić furent élus à l'unanimité, le vote étant secret. — Le 29 mars (datée du 16, donc la veille de son départ de Paris) il présente l'impression produite dans les milieux parisiens par la Constitution autrichienne octroyée, le tout empreint de mélancolie. Brlić plaide en même temps pour une intervention française contre la Russie et conclut ainsi : « Que personne ne me tienne pour Francophile et Russophage parce que je désire plus l'influence française sur le destin de l'Europe que la russe. Croates et Slaves ! Demandez par des pétitions à l'Empereur de congédier les conseillers actuels de la Couronne ! Mais faites-le vite, car chaque instant est précieux ».

***

Au retour comme à l'aller Brlić se rendit à Dresde chez Gučetić. Le 19 il descendit à l'hôtel « Goethe » et envoya chercher son ami. Celui-ci cependant était dans une disposition de véritable angoisse ; il voulut tout d'abord que Brlić, pour que son arrivée reste secrète, se transporte chez l'abbé Terlecki, mais Brlić refusa, préférant avoir une discussion politique sur-le-champ. Et lorsqu'il lui apprit ses démarches auprès de Drouyn de Lhuys, l'inquiétude de Gučetić s'accrut à tel point qu'il parla de danger de peine capitale ! Aussi recommanda-t-il la plus grande prudence, tout en refusant de s'engager personnellement dans une action (projetée par Brlić et Czartoryski) avec le Ban, Palacky et Lubomirski, pour renverser le cabinet Schwarzenberg, bien que Brlić ait fait miroiter devant ses yeux la possibilité d'entrer dans le gouvernement futur comme « chef de la section d'extérieur » (*sic*).

A Prague, le 21 et 22 mars il voit Palacky qui ne semble pas non plus disposé à assumer un rôle actif. A Rieger, qui est sur le point de partir pour Paris, Brlić donne des lettres de recommandation pour le Ministre Drouyn de Lhuys, pour Chojecki afin qu'il l'amène chez Napoléon, ainsi que pour Circourt et pour Potocki.

Le 24 mars à Vienne il se rend auprès de Metel Ožegović [1], l'ami

[1] Homme politique croate, nommé en décembre 1848 conseiller au ministère de l'intérieur à Vienne.

de Kulmer, qui lui exprime son mécontentement, parce que ses articles prouveraient que Brlić est « ultradémocrate » — et celui-ci de protester que, au contraire, il était modéré. Mais ses projets d'action slave et fédéraliste, projets pour lesquels il s'était assuré l'appui de Czartoryski et de certains milieux français, devaient échouer surtout à cause de l'accueil qui leur fut réservé par celui qui aurait dû être le personnage principal de cette action, dont le but immédiat était la chute de Schwarzenberg, c'est-à-dire auprès de Jelačić lui même. Brlić gagne le quartier général du Ban, à Czegled (Hongrie) le 29 mars. Le lendemain il voit Jelačić en tête à tête et lui tient le raisonnement suivant : « Ayant vu que l'Ambassade d'Autriche laisse tomber le Ban qui était jusqu'alors adoré, et que Teleki et Comp. travaillent pour leur cause, j'acceptai l'offre du Polonais bien pensant Chojecki d'aller voir Napoléon Jérôme et Drouyn de Lhuys, lequel n'a rien compris à la fédération de sorte que je dus la lui expliquer ». Ensuite Brlić lut la lettre de Gučetić du 4 mars et l'informa de l'action entreprise par Sanguszko auprès de Metternich — mais en vain, car Jelačić ramena la conversation sur Kulmer, la Frontière militaire et surtout, sur Windischgrätz, sa bête noire. La grande politique fut donc écartée et tout ce que Brlić gagna ce jour-là, ce fut d'être accepté par le Ban comme secrétaire particulier intérimaire. En cette qualité il eut, certes, souvent l'occasion d'approcher Jelačić, mais son projet n'en fut pas avancé. C'est ainsi qu'il note le 2 avril, que la conversation à dîner lui était fort pénible, puisqu'il était seul à défendre ses idées. Le Ban y disait par exemple que tous les Polonais, à commencer par Czartoryski, étaient infâmes et fous ! L'atmosphère n'était guère favorable à une discussion sérieuse de cette note à belle allure diplomatique que l'hôtel Lambert avait confiée à Brlić afin d'établir des rapports suivis avec le Ban croate. Celui-ci, ainsi que Brlić le note le 30 mars, était contre la diplomatie, préférant l'accomplissement de son devoir de soldat, et sans connaître le texte de la lettre que Brlić adressa le 12 avril à Czartoryski on peut deviner qu'elle n'était pas optimiste.

Le 22 avril le Ban l'envoya à Vienne où, le 25, Brlić eut un entretien assez vif avec le Ministre Kulmer qu'il croyait cependant devoir remercier de l'avoir envoyé à Paris, en décembre dernier. Kulmer, qui défendait bien entendu le gouvernement, lui conseilla d'être modéré, mais Brlić prétendit que ses rapports adressés de Paris à Jelačić prouvaient qu'il l'était. Cette conversation en particulier, et cette phase de son activité en général, se terminent donc par des déceptions ; non seulement Kulmer défend le cabinet, mais il est encore assez mécontent de Jelačić qu'il traite de subalterne, alors que le Ban lui-même ne s'intéresse sérieusement qu'aux choses militaires.

C'est dans ces dispositions que Brlić rentre en Croatie, plaidant partout, notamment le 1[er] mai à Zagreb chez Gaj (qu'il veut réconcilier avec Jelačić), la nécessité de faire la paix avec les Magyars, puisque mieux valent encore les Magyars que les Allemands, ce que les Polonais, en particulier Dembinski, pourraient mener à bonne fin.

Après un court séjour à la maison paternelle à Brod, il rejoint le Ban à Osijek où entre temps, celui-ci a transféré son quartier général. Il y reste, ainsi qu'il le note dans son journal, en qualité de secrétaire *de facto*, sans avoir été nommé par décret [1]. Pas plus qu'en Hongrie il n'est cependant à même d'agir sur Jelačić dans le sens du projet qu'il avait conçu avec ses amis à Paris. Une affaire inattendue se présente d'ailleurs pour mettre à l'épreuve les liens personnels qui l'attachent au Ban : c'est l'affaire du Mémorandum. Voici, en bref, de quoi il s'agit : le 14 avril (vieux style) les *Srbske Novine* [2], journal paraissant trois fois par semaine à Belgrade, publièrent le texte d'un Mémoire, adressé par le Ban à l'Empereur, au sujet de l'organisation de la Croatie et de la Voivodine. Le 3 mai le journal officieux de Zagreb *Agramer Zeitung* cite ce document, ne doutant pas de son authenticité, comme preuve du patriotisme slave de Jelačić, mis en doute par un journal de Bohême. Le 10 mai ce même journal conteste l'authenticité de ce *Pro memoria*, tout en reconnaissant le bien-fondé des idées qui y sont exprimées. Le démenti, visant le journal serbe, aussi bien que les journaux oppositionnels de Zagreb (*Slavenski jug* et *Südslavische Zeitung*) qui l'avaient reproduit, ajoute qu'on affirme qu'un prétendu secrétaire du Ban, nommé Brlić, l'aurait communiqué, et se déclare autorisé à préciser que jamais le nommé Brlić n'a été, n'est et ne sera secrétaire de S. E. le Ban. Les *Srbske Novine*, le 5 mai (vieux style), ripostèrent qu'en effet ce document ne leur fut pas communiqué par M. Brlić qu'elles ne connaissent d'ailleurs pas. Et le 7 mai la même feuille de Belgrade réaffirme l'authenticité du Mémoire publié, tout en se félicitant de l'inanité des conjectures émises par la presse d'Autriche au sujet de la personne qui le leur avait communiqué. Quant à *l'Agramer Zeitung*, après avoir encore lancé une flèche à la *Südslavische Zeitung* (le 19 mai), elle publia, le 22 mai, la rectification suivante de Brlić : « Dans une lettre qu'il nous fait parvenir d'Osijek M. Brlić désavoue l'insinuation portée contre lui d'avoir communiqué à n'importe quel journal le prétendu Mémorandum de S. E. le Ban; il déclare de

[1] Strossmayer mettait sur l'adresse de la lettre qu'il lui adressa de Vienne, le 15 août 1849, « notaire du Commissariat du Ban à Osijek » (v. Šišić, Documents et Correspondance Strossmayer, t. I[er], Zagreb, 1933, éd. de l'Académie Yougoslave).

[2] Renseignement communiqué par M. Dayre.

même ne s'être jamais servi du titre de secrétaire du Ban ; et, enfin, il nous annonce qu'il se rendra en personne à Belgrade pour y rechercher lui-même, avec l'aide du gouvernement de ce pays, qui a bien pu communiquer ce Mémorandum au journal serbe ». — D'autre part le journal de Brlić, toujours parfaitement sincère et loin de toute recherche même de style, nous apprend que Jelačić prit le 12 mai Brlić à partie à cause de cette publication, lui disant en allemand qu'on lui attribue cette indiscrétion. Notre héros protesta vivement et promit de prouver son innocence complète. Le 15 il voit Jelačić encore pour cette affaire, le 17 il soumet à son approbation la note qu'il enverra au rédacteur en chef de l'*Agramer Zeitung* Standuar (et qui sera publiée le 22) et l'affaire fut réglée [1].

Le 21 mai Brlić exprime à Jelačić son désir de rester à Osijek, en qualité de secrétaire ou commissaire à la préfecture (županija), ce que celui-ci accepte, et le confirme par décret dans sa nouvelle charge. Il y reste avec l'interruption d'une visite au quartier général du Ban à Titel (où il fut encore attaqué par les officiers autrichiens comme « révolutionnaire », ainsi qu'il le note le 16 juillet), jusqu'au 20 septembre puis regagne Zagreb, d'où il part aussitôt (le 1er octobre), par Vienne et Prague, vers Dresde auprès de Gučetić. En sa qualité de fonctionnaire politique à Osijek il travaillait dans le sens d'une réconciliation avec les Magyars et leurs adhérents les « magyarons », « afin que les Allemands ne puissent pas profiter de nos querelles intérieures », — note-il le 20 septembre, tout à fait dans l'esprit du programme de Gučetić et de Czartoryski. Ses relations avec Czartoryski ne furent d'ailleurs pas interrompues, ainsi que le montre la lettre suivante, envoyée à Brlić le 5 juin par Ladislas Czartoryski, fils du Prince Adam :

[1] Au sujet de cette affaire, Jelačić reçut une lettre du président du conseil, le prince Schwarzenberg, datée de Vienne, le 6 mai 1849, disant que le document en question n'est jamais parvenu à l'Empereur : « Je dois me permettre à cette occasion de signaler à V. E. un homme, faisant fonction, paraît-il, de votre secrétaire et qui est en relations étroites avec le parti slave-démocratique de Paris ainsi qu'avec d'autres individus fameux et dangereux. C'est l'ecclésiastique Brlić lequel, dans sa situation actuelle, ne peut que trop facilement abuser de la confiance de V. E. puisqu'il est capable de commettre toute indiscrétion pouvant servir son parti ». La réponse de Jelačić (du 13 mai) est assez évasive : « J'ai congédié mon secrétaire Pricza. L'ecclésiastique Brlić n'était jamais auprès de moi dans cette qualité, et ne le sera jamais. C'est d'ailleurs un jeune homme qui m'est personnellement très attaché et dont j'ai fait la connaissance étant colonel à Glina, où il venait passer les vacances auprès de son oncle respectable, mon ancien lieutenant-colonel Sajatovich. Il m'a visité au camp militaire, n'ayant pas de secrétaire auprès de moi, je l'employais à quelques expéditions. Voilà à quoi se réduisent nos rapports mutuels. Je ne sais pas comment le Mémorandum arriva au journal belgradois, aussi ai-je ordonné une enquête sévère. » (Copies faites par le professeur Thiem aux A. B.).

« Je Vous envoie cette lettre par une occasion qui jettera cette lettre à la Poste en Autriche. C'est pour cela que je vous écris d'une manière peut-être trop claire.

L. C.

Cher ami

Je Vous écris en français pour que Vous puissiez montrer cette lettre à quelques-uns de Vos amis. Je vous dirai d'abord que j'ai reçu votre lettre d'Esseg, elle nous a attristé. Malheureusement Perczel qui commande le corps d'armée qui combat les les Slaves, est un Madiare encroûté et un sabreur. Je sais qu'il agit sans ordre et que toutes les fautes qu'il commet ne doivent pas être imputées aux Madiares. Il me semble qu'il faut pardonner beaucoup pour arriver à un résultat si désirable, la paix avec les Madiares ; d'ailleurs je crois que nous autres Slaves nous devons faire bon marché des conditions des Madiares vu que nous sommes les plus nombreux, et que nous finirons toujours par les absorber. Puis entre les Russes et les Allemands le danger est grand. Enfin je n'ai pas besoin de discuter davantage avec vous qui connaissez si parfaitement ma manière de penser. Je m'en remets complètement à Dieu pour le résultat ; ne désirant que de travailler pour le bonheur de la Pologne et des Slaves, que je considère comme des frères.

Rieger est arrivé ici et j'ai fait sa connaissance. Nous avons réuni une fois Rieger et les Madiares d'ici, entre autres Pulski. Nous avons longuement discuté, nous et Rieger défendant les Slaves. Voici ce qui avait été décidé : « Les Nationalités non Madiares de la Hongrie se classant en deux catégories : 1° les Nationalités bien définies et compactes, c'est-à-dire la Croatie, la Voivodina et les Roumains ; 2° les Nationalités non développées et moins compactes, c'est-à-dire les Slovaques et les Allemands.

« La 1re catégorie aurait toute son autonomie garantie et ne serait rattachée à la couronne de Hongrie que par un lien fédéral, sauf les stipulations à faire pour l'entretien d'une flotte commune, la construction des voies de communication et les garanties d'un commerce libre.

« On accorderait à la 2e catégorie une administration propre dont le personnel serait composé de leurs nationaux, une justice rendue par des magistrats indigènes, le libre usage de leur langue dans les écoles, dans l'administration et dans les tribunaux des institutions communales analogues à leurs habitudes et à leur état social et le libre exercice de leur culte.

« La Diète hongroise devrait formuler dans un acte officiel et solennel les déclarations ci-dessus indiquées et les populations non madiares devraient les accepter avec satisfaction et confiance, et tourner leurs armes et leurs efforts contre l'ennemi commun. Il serait donc du devoir et de l'intérêt des vrais amis de la liberté dans cette partie de l'Europe de redoubler d'efforts afin d'assurer ce résultat dans le plus bref délai.

Il se trouve en ce moment auprès de Perczel un Polonais envoyé de notre part pour aider à la conclusion de la paix. Vous pourrez vous adresser à lui, cela rendra la tâche plus facile. Il est là pour plaider la cause des Slaves. Il nous annonce que Perczel a voulu le faire faire colonel d'État-Major dans son corps. Il ajoute que les dispositions de Perczel à l'égard des Slaves sont fort bonnes, qu'on peut en profiter, qu'il veut amener à la conclusion de la paix et qu'il a les pleins pouvoirs pour cela et qu'enfin il semble prêt à accorder des conditions raisonnables.

Donnez-nous des nouvelles sur ce que vous faites et sur ce que devient le corps d'armée du ban. Dites-nous ce que fait ou pense faire le Ban. Nous gardons toutes nos espérances à son sujet. Ici en France l'avenir est menaçant et promet de grands événements ; mais rien de bon pour nous. L'Allemagne semble se préparer à une grande anarchie. Tâchons de nous organiser et d'en profiter. Recevez mes sincères amitiés.

L. C.

Il n'est pas du tout probable que Brlić ait pu exécuter cette suggestion de Czartoryski et établir des communications directes avec ce Polonais que l'Hôtel Lambert avait dépêché auprès de Perczel, « pour aider à la conclusion de la paix ». Nous avons vu que les circonstances, c'est-à-dire les dispositions du Ban croate — n'y étaient guère propices.

A son arrivée à Vienne, se rendant à Dresde, Brlić y trouva un « manifeste » (c'est lui qui le qualifie ainsi, à cause du caractère pathétique de cette lettre probablement) de Gučetić, rédigé en français. L'ardent Slave qu'était ce chargé d'affaires d'Autriche auprès du Roi de Saxe, y parle du slavisme en termes illuminés : « Depuis Archangelsk jusqu'à Raguse, la grande race slave s'est éveillée : elle demande sa place au soleil » ! La « vieille » Europe « épuisée » est appelée à être régénérée par les Slaves : « quiconque sait voir l'histoire ne doute plus que le moment ne soit arrivé où l'esprit slave est enfin appelé à présider aux « *ères nouvelles* ». Passant de ces idées générales au concret Gučetić préconise, pour servir le développement chrétien parmi les Slaves et unir l'orthodoxie au catholicisme, d'envoyer en France des jeunes gens Slaves qui se prépareraient à l'accomplissement de cette œuvre d'union des Églises. Gučetić, qui avait d'ailleurs déjà écrit à ce sujet à Brlić à Osijek, croit qu'il suffirait pour cette action de pouvoir disposer de 20 à 30 mille francs. — Brlić resta à Dresde, après avoir passé par Prague où il avait visité Palacky. Au retour 3 jours, le 20 octobre, il s'arrêta à Vienne, où il visita Šafařik. Rentré à Zagreb il y passe les mois de l'hiver. De son activité, toujours intéressante à cette époque, signalons la tentative de fonder un journal de modes : l'idée appartenait à Skender Fodroczy qui s'adressa à lui, probablement parce qu'il avait le prestige de ses voyages et surtout d'avoir vu Paris. Le 15 janvier 1850 Brlić note qu'il avait écrit à ce sujet à Cyprien Robert qui confia la commission à Lubomirski et ne répondit qu'à sa seconde lettre. Cette réponse de C. Robert est conservée à Brod : le professeur des langues slaves au Collège de France qui n'était peut-être pas tout à fait qualifié pour cette commission, s'excuse que « personne pour aucun prix ne veut s'engager à vous faire passer les mode-bilder (*sic*) que vous désirez. On me dit que ce sont les libraires de Vienne seulement qui pourraient vous les envoyer, par les voies qui leur sont connues, et cela en les demandant pour eux-mêmes à leurs correspondants de Paris ».

Le 27 février il partit pour Vienne avec une députation de nobles croates, propriétaires terriens, dont le but était de demander au gouvernement des dédommagements pour les pertes subies par la

suppression de la servitude [1]. Il eut par là l'occasion de rencontrer le Ministre Kulmer (toujours monté contre Brlić comme « révolutionnaire », ce qui semble avoir assez gêné celui-ci) [2], l'évêque Strossmayer et le Ban Jelačić. Au départ, le 13 avril, il eut un dernier entretien avec le Ban, fort amical et en croate : *il ne fut cependant plus question de mission politique comme en 1848*, bien que le Ban l'invitât à lui écrire plusieurs fois. Les frais du voyage furent avancés par Strossmayer [3].

L'itinéraire commença par Cracovie, Breslau, Berlin, Hambourg, Hanovre, Cologne, Aix-la-Chapelle, Liége (le 10 mai), Bruxelles (17 mai-10 juin, séjour décrit dans le Journal avec force de détails, consacré surtout à l'étude des institutions juridiques et religieuses, et avec fréquentation des milieux polonais, notamment de Skrzynecki, et du consul de France Montigny) et Gand, avec arrivée à Paris le 11 juin.

Le deuxième séjour de Brlić à Paris était donc, par la force des choses, consacré plus à son instruction personnelle qu'à la poursuite de vastes plans politiques.

Il en profite néanmoins pour renouveler ses relations anciennes, et pour en nouer de nouvelles, tout en poursuivant des projets beaucoup moins révolutionnaires. C'est dire que ce second séjour, enregistré selon son habitude au jour le jour, ne manque pas non plus d'intérêt. Nous allons donc l'exposer chronologiquement tel qu'il nous apparaît dans le Journal intime de Brlić, en complétant cet exposé par les lettres parisiennes adressées à Jelačić aussi bien qu'à un journal de Zagreb, organe — signe des temps — de l'opposition croate.

Brlić descendit cette fois-ci à l'Hôtel des Hautes-Alpes, n'indiquant pas dans quel quartier. Dès son arrivée il se rendit chez Lamartine, sans le trouver toutefois. Ce jour il note encore : « Impression magnifique à l'entrée à Paris, mais je n'ai qu'un souci, qu'une affliction : comment ne pas me trouver à court d'argent ! »

[1] La pétition rédigée par Brlić fut remise à l'Empereur au cours de l'audience collective de la délégation le 8 mars 1850.

[2] A la date du 1er mars 1850 Brlić note que Kulmer avait dit au frère du Ban, Charles, que Brlić aurait combattu sur les barricades à Prague, qu'il serait révolutionnaire, et lui avait demandé pourquoi les nobles croates l'avaient attaché à leur délégation ; Charles Jelačić, plus tard, sans avoir avoué cette conversation avec Kulmer, posa à Brlić la question si vraiment il avait été à Prague lors de l'émeute contre Windischgrätz, ce que Brlić confirma, demandant qu'il ne le dise à personne et l'assurant qu'il sera toujours contre Windischgrätz.

[3] Son passeport, rédigé en croate et en latin, signé au nom du ban croate Jelačić, par l'adjoint au ban Lentulaj, porte la date du 21 février, et le visa français, délivré par l'ambassade de Vienne, celle du 10 avril 1850 : il se trouve aux A. B.

Le 12 juin il se présente chez le Prince Adam Czartoryski qui l'embrasse, tout en lui posant des questions, auxquelles il répond d'ailleurs lui-même en se plaignant qu'il n'y ait rien de bien ni de constant — à quoi notre jeune héros répond : il y a de constant les sentiments patriotiques qui ne peuvent pas changer. Mais le lendemain il avoue lui-même son désespoir à Cyprien Robert, de sorte que celui se met à le consoler par des perspectives de renaissance russe. Chez Bilcocque, questionné par un fonctionnaire de la Légation de Turquie qui s'y trouvait, si l'année dernière son séjour parisien était officiel, Brlić répond négativement, mais ajoute qu'il était tout de même en relation avec le Ban. Ce jour-là il se présente aussi, sans expliquer qui l'y introduit, chez M[me] de Bury [1], qu'il visitera presque tous les jours dans la suite.

Dès le 15 juin il est reçu par Drouyn de Lhuys auquel il fait le récit de ses pérégrinations, au quartier général du Ban et ensuite en Croatie, où le mécontentement était grand à cause de l'introduction de l'administration allemande. A la question du Ministre sur ce qui en sortira, Brlić répond qu'il l'ignore, mais que la force armée a partout opprimé les forces adverses. La conversation se prolongea et le Ministre lui demande son opinion sur l'Allemagne laquelle, selon l'avis exprimé par Brlić, ne saurait s'unir, et elle prit fin par l'invitation exprimée par le Ministre de venir le revoir. Ce jour-là Brlić se présente encore au domicile de Lamartine, et telle était son admiration pour le grand poète que, ne l'ayant pas trouvé, il prit, en guise de souvenir, deux plumes sur sa table de travail ! Il y laissa son billet ainsi qu'une lettre, probablement de recommandation, de la part de Pavišić. Chez Czartoryski, le même jour il raconta à son fils Ladislas et à son neveu le comte Zamoyski ce qu'il avait fait à partir de mars 1849, son séjour auprès du Ban, notamment l'affaire du Mémorandum, ses tentatives pour agir dans le sens de la lettre de Ladislas Czartoryski et d'amener le Ban à se réconcilier avec les Hongrois : Brlić mentionna aussi qu'il avait lui-même écrit dans ce

[1] M[me] Henri Blaze, née Marie-Pauline-Rose Stewart, d'une ancienne famille d'Écosse, débuta dans la carrière des lettres, dès l'âge de 18 ans, par un certain nombre d'articles de critique et des nouvelles, insérés dans la *Revue des Deux Mondes*, et dans la *Revue de Paris*, sous le pseudonyme d'Arthur Deudley et de Maurice Flarsan. En 1851 elle fait paraître sous son nom la relation *Voyage en Autriche, en Hongrie et en Allemagne pendant les événements de 1848 et 1849.* (Charpentier, 1851, in-12°) dont le chapitre XXII s'intitule « Croatie et Jelačić ». Ce voyage, elle l'avait accompli, en compagnie de son mari Ange-Henri Blaze, dit Blaze de Bury (v. *Grand Dictionnaire Universel du XIX[e] siècle*, par P. Larousse, Paris, 1863, et *Grande Encyclopédie*, Lamirault et C[ie], Paris). Brlić note, le 19 juin 1850, que Desprez lui dit que M[me] de Bury n'est baronne que dans son imagination.

sens dans la presse, qu'il était déjà difficile d'amener le Ban à se retirer de Budapest en Slavonie, et que lui-même, Brlić, était resté à Osijek précisément en vue de la paix avec les Magyars, — et trouva encore le temps d'aller le soir à l'Opéra, pour y admirer *Le Prophète*, après avoir la veille déjà au Théâtre Français applaudi Rachel comme Hermione dans l'*Andromaque* de Racine.

Les visites continuent les jours suivants. Le 15 il se rend chez Desprez et trouve qu'il serait bon si celui-ci pouvait venir à l'Ambassade à Vienne. Rentré chez lui il lit la brochure de Bystrzonowski sur la Serbie [1]. Le 16, conversation sur le Ban chez Mme de Bury, le 17 il assiste à une séance à l'Institut où Arago faisait son discours sur la façon dont le soleil éclaire la lune, le 18 il est à la Bibliothèque Richelieu, le 19 il demande à Desprez de faire un article en utilisant les brochures de Subotić, sur les atrocités commises par les Magyars dans la guerre de l'année dernière, et, aussi, lui exprime son désir de passer son doctorat ès lettres à la Sorbonne, ce qui ne semblait pas facile étant donné la question de l'équivalence de ses études antérieures. Le 20 il en parle à Bilcocque également, ainsi que de l'opportunité générale de diriger les jeunes étrangers à faire leurs études en France, mais son interlocutaire « demeura froid », et Brlić n'insista pas. Desprez par contre lui rédigea le brouillon de la demande à adresser à ce sujet au Ministre français de l'instruction publique. — Chez l'auditeur de la Nonciature Lesagni Brlić expliqua que Jelačić est retenu à Vienne contre sa volonté. Le même soir il y avait grande société chez Mme de Bury qui chantait en russe et en anglais, et à laquelle Brlić apporte le journal *Der Slowak* ainsi que la brochure de Subotić *Die Art der Kriegsführung.* Le 21 il cherche Drouyn de Lhuys, mais en vain. Réflexion faite il ne présenta pas sa demande en vue du doctorat ès lettres, n'ayant pas trouvé à la Bibliothèque Richelieu les œuvres de Šafařik et de Liebelt dont il aurait eu besoin pour sa thèse. Sous la même date il cite le billet suivant par lequel le général Skrzynecki, de Bruxelles, le recommandait à Montalembert : « M. le Comte, Le porteur de cette lettre est M. Andria Berlić, Croate de nation, qui a fait la dernière guerre à côté du Ban Jelatchitch comme secrétaire et son ami particulier. Je le recommande à votre bienveillance : c'est un fort honette (*sic*) homme, un véritable patriote slave et désire ardement (*sic*) de vous présenter ses respects et l'admiration qu'il Vous porte ». Il fut encore ce jour chez Mickiewicz, où il exposa la mésaventure de Jelacic trompé par l'Autriche. Le lendemain c'est encore du

[1] *Sur la Serbie dans ses rapports européens avec la question d'Orient*, par M. L. de S. Bystrzonowski, Paris, 1845, pp. 7 et 180, in-8°.

Ban qu'on parla chez Mme de Bury qui avait écrit à Jelačić en lui envoyant un livre de son mari. Le 23 il discute avec l'abbé Terlecki de son œuvre de rapprochement des églises et sur la possibilité de lui envoyer un jeune prêtre croate, boursier de l'évêque Strossmayer. Au dîner chez Mme de Bury, le 24, où était également Campbell [1], l'ami de Louis Napoléon, il développa ses idées sur le fédéralisme en Autriche, ce que celui-ci, Écossais d'origine, comprit fort bien. A Mme de Bury il donne un portrait d'Ožegović et quelques proclamations de Jelačić de l'époque de la guerre contre les Hongrois. Chez le philosophe Félicité de Lamennais [2], le 25, celui-ci dit à son visiteur que les Slaves devraient se concilier avec les Allemands, qui sont de véritables démocrates, qu'il fallait s'unir contre les Russes, tout en établissant une fédération slavo-hungaro-roumaine. Montalembert [3], qu'il visita le 26, s'intéressa aux vieux monastères en Croatie (Topusko) et aussi à la situation politique du moment, et Brlić ne manqua pas de lui fournir les explications demandées. Bilcocque lui donna lecture de son discours au parlement, et Brlić attira son attention sur la situation en Bosnie où il aurait voulu prendre du service, afin d'y combattre l'influence russe, ce qui intéressa Bilcocque tellement qu'il lui demande de le mettre sur le papier. Le 27 il fit visite, accompagné de Terlecki, à Bystrzonowski où il fut question de la possibilité d'une révolution en Croatie « dans 3-4-10 ans ». Le 29 Brlić se présenta chez Guéroult [4], pour lequel, le 28, il reçut de Bilcocque une lettre de recommandation, dans laquelle il est présenté comme « ami du Ban Jellachich », désirant « connaître à Paris nos hommes éminents ». Parlant encore d'une révolution qui pourrait éclater dans deux ans, Brlić dit à Guéroult que les Croates ne se querelleront plus avec les Magyars, ce qu'ils firent dans le passé par la faute de Kossuth qui ne serait pas homme politique mais orateur seulement.

Le slavisant Cyprien Robert, qu'il vit aussi ce jour-là, se plaignait de l'apathie des Slaves du Sud et de l'absence d'appui matériel de leur part, ce que Brlić expliquait par leur pauvreté, sans convaincre Robert qui disait faire des sacrifices pour lesquels personne ne se

[1] Nous n'avons pas pu l'identifier dans la longue liste des Campbell dont les biographies figurent dans les Encyclopédies.

[2] L'auteur des *Paroles d'un croyant* ; il sera également question de son frère.

[3] Montalembert (Charles Forbes, comte de), homme politique et écrivain (notamment d'une Histoire de sainte Élisabeth de Hongrie (1836) et de « Monuments de l'histoire de sainte Élisabeth de Hongrie » (1838-40).

[4] Guéroult (Adolphe), publiciste français, consul de France à Jassy en 1847, destitué par la révolution de février (Handelsman, *op. cit.*, p. 3, signale cependant deux rapports de Guéroult, de Jassy, du 10 et 14 avril encore), rédacteur du journal *L'Industrie*.

soucie. Le même jour il fut reçu par l'Archevêque Mgr Sibour qui le reconnut et l'accueillit aimablement. Brlić trouva ses idées sur l'autocratie libérales. Le 30, chez Mme de Bury Brlić donna un coup d'œil à la version qui devait paraître en anglais de son livre sur la guerre hongroise.

Le 1er juillet il la visita à la campagne, à Montmorency, et le 2 il essaya de nouveau de trouver Drouyn de Lhuys qui était cependant parti pour l'Angleterre. Le 3 juillet il est sous l'impression, trop optimiste, provoquée par certains décrets du gouvernement viennois, ainsi que par le retour de Jelačić à Zagreb, dont il se réjouissait particulièrement. Il fit connaître ses impressions optimistes tour à tour à Circourt (qui le remercia pour une lettre), à Lerminier[1] (qu'il trouve réactionnaire) et à Montalembert. Le 5 il fut introduit par Blaze de Bury chez Émile de Girardin[2]. Brlić lui fit des compliments au sujet des idées de *La Presse* qui serait lue et appréciée aussi en Croatie. Cela fut suffisant pour que Girardin lui expose ses idées sur la nécessité de l'égalité des fortunes et d'autres réformes sociales. Passant à l'Autriche Brlić lui dit que celle-ci se maintient uniquement par l'aide étrangère, qu'elle serait faible et minée par le mécontentement contre le centralisme et la germanisation. Lorsqu'il prit congé de Girardin, celui-ci resta assis et Brlić note encore qu'Émile de Girardin parle avec beaucoup de plaisir, abondamment et d'une façon « professorale », et aussi qu'il louche. Le poète polonais Mickiewicz, qu'il vit aussi ce jour, s'épandait en prophéties sur la décadence de l'Occident auquel manquerait le cœur des Slaves.

Le 6 juillet Brlić fut reçu aux Invalides par Louis Napoléon. On parla des relations des Croates avec la Cour d'Autriche, de celles existant entre l'archiduchesse Sophie et Jelačić, que Brlić précisa comme amicales, non intimes, de la bienveillance de l'Empereur pour Jelačić, ce qui semble avoir surpris le Président, puisqu'il en demanda la raison. Et Brlić de souligner la force du sentiment national croate, de préciser le rôle de Zagreb, la situation des Slaves en Turquie et la position en Autriche, l'antagonisme entre Schwarzenberg et Metternich et les intrigues de Sophie qui consulte l'un et l'autre,

[1] Lerminier (Brlić écrit aussi Lherminier) Jean-Louis-Eugène (1803-1857), professeur de législation comparée au Collège de France en 1831, nommé maître de requêtes par le ministère Molé en 1838, obligé en 1838 à la suite de cesser son cours, orateur célèbre et auteur de nombreux ouvrages sur le droit, collaborateur de la *Revue des Deux Mondes*.

[2] Le fondateur de *La Presse* (1836), se trouvant dans l'opposition contre Louis Napoléon qu'il accusa de faire de la contre-révolution, après avoir appuyé sa candidature à la Présidence. Élu en juin 1850 député du Bas-Rhin à l'Assemblée législative.

la satisfaction donnée aux Croates ; à ce propos Brlić ajouta ignorer de quelle façon Jelačić l'avait obtenue. Napoléon fit observer que ce serait peut-être par la Russie, mais Brlić répondit qu'au contraire l'empereur Nicolas voudrait voir l'absolutisme généralisé, et qu'il n'appuie par Jelačić. Il exprima son scepticisme au sujet d'un parlement central autrichien, vu le mécontentement général et la faiblesse de l'Autriche. Après avoir encore parlé de la popularité de Nugent et de sa mésaventure dans les batailles de Kaniža et de Sombor, Brlić fit ses adieux, non sans être invité à revenir et avoir répondu à la question, posée par Napoléon, si sa mission était diplomatique : « Non, mais elle a pour but l'étude de l'organisation à l'Occident ».

Dans le cadre de ce programme d'études entre le sujet de la visite que Brlić fit le même jour à Montalembert, chez qui il était question de diverses lois françaises, visite qui se termina par le désir exprimé par Montalembert de recevoir un bonne carte ethnographique de l'Autriche, ainsi que par ses salutations à Jelačić. Le 10 juillet il fut présenté par Terlecki au Duc de Cador (e) [1] et lui suggère que l'activité de l'œuvre de Terlecki, à laquelle s'intéressait le Duc, devrait s'étendre plutôt aux Slaves de Turquie et d'Autriche qu'à ceux de Russie. Czartoryski et Bystrzonowsky s'intéressèrent également à cette question de laquelle il s'entretint aussi avec deux diplomates français, Corcelles [2] et Lagrené [3]. Corcelles lui promit même d'écrire à ce sujet au Saint-Père. En dehors de son activité politique Brlić vit ce jour-là le comte Alfred de Montebello, fameux fabriquant de champagne, auquel Bilcocque l'avait recommandé, et avec qui il s'entretint de la fabrication du champagne en Croatie, idée qui souriait à cet enfant de la région vinicole de Brod, et pour la réalisation de laquelle il promit généreusement l'appui de Jelačić ! Les jours suivants, du 12 au 18, il « approfondit » ce projet en allant visiter les vignobles de la Champagne et les caves d'Épernay en passant par Reims et Châlons.

Le 19 juillet, par l'entremise de Girardin, il est encore reçu par Louis Napoléon. L'entretien tourna autour de la différence entre les peuples autrichiens, les espoirs magyars au sujet d'une nouvelle révolution, l'impossibilité de maintenir l'existence de l'Empire au-

[1] Duc de Cadore (Champagny, Louis-Alix Nompère de) 1796-1870, pair jusqu'en 1848.

[2] Corcelles (Claude-François-Philibert Tircuy de), député en 1848, plus catholique que libéral, école de Montalembert, réélu en juin 1850.

[3] Lagrené (Théodore-Marie-Melchior-Joseph de), diplomate, chargé d'affaires en Russie (1828), ministre en Grèce (1835-45), pair en 1846, député de la Somme en 1849.

trichien composé de nationalités différentes. Napoléon commença à parler de la Fourlandie où il avait des terres. Ensuite — comme dans toutes les conversations antérieures — de l'archiduchesse Sophie, de Metternich et de Schwarzenberg. « Si l'Empereur Napoléon — dit Brlić — avec son invasion, et je demandai pardon de cette expression, si Napoléon venait maintenant (c'est-à-dire en Autriche) il serait mieux reçu ». A son époque on ne le comprenait pas, de même que Joseph II (d'Autriche) ne fut pas compris lui non plus. Napoléon lui offrit à fumer, lui confia avoir donné à Chojecki (expulsé de France) une lettre pour Soliman pacha en Égypte, et s'intéressa encore à sa route.

Le même jour Brlić fit ses adieux au vieux Czartoryski, qui s'informa si Brlić avait déjà arrêté ses projets quant à sa carrière future, à quoi il répondit qu'il lui reste toujours la possibilité soit de se faire prêtre soit de faire le droit. Le Prince Adam lui donna encore l'adresse de ses fils à Londres. Après avoir visité avant son départ Girardin, Bilcocque (auquel il donna une note sur la situation en Bosnie) et, Mme de Bury à Montmorency, (où il passe deux jours en promenades au bois et en lectures du Tasse et de Dante ; — « la baronne est pleine d'amour et de bonté que je promis de lui rendre quand elle viendra dans notre pays », note-t-il), A. T. Brlić part le 22 pour Calais et le 23 par Douvres à Londres. Son séjour londonien, non moins intéressant, n'entre plus dans le cadre de notre étude. Aussi bornons-nous à indiquer qu'il dura jusqu'au 7 septembre, et qu'alors, passant encore par Bruxelles, Bâle; Bellinzona, l'Italie, Trieste et Ljubljana, il revint à Zagreb, le 7 octobre 1850.

*
* *

Trois lettres adressées à Jelačić nous sont conservées de ce second voyage d'A. T. Brlić : de Bruxelles (début de juin 1850), de Paris (juillet) et de Londres (sans date). De Belgique il lui confie les bonnes impressions que provoqua en lui le contact avec les institutions libérales et vraiment constitutionnelles de ce pays, ainsi que le plaisir qu'il eut à entendre louer le Ban par plusieurs personnages, entre autres le général belge, anciennement polonais, Skrzynecki, De Paris il lui exprime d'abord ses félicitations pour les lettres patentes impériales [1] lesquelles, si elles sont bien appliquées, pour-

[1] Lettre patentes impériales du 7 avril 1850 confirmant les lois votées par la diète croate en 1848 et déterminant la situation constitutionnelle des Royaumes de Croatie et Slavonie y compris le littoral croate et la ville de Fiume avec son territoire, dans l'Empire ; Lettres patentes impériales du 7 mai 1850 sur l'organisation des confins militaires de Croatie-Slavonie et du banat Serbe ; et le

ront servir de base utile au développement de l'instruction parmi les Slaves du sud. Ensuite Brlić fait de la situation politique en France un tableau plutôt sombre : divisions profondes entre les partis, évolution réactionnaire du gouvernement qui augmente le péril socialiste, incapacité politique complète, immoralité et décadence de Louis Napoléon, ce descendant de peu de valeur de Napoléon. Il avoue lui-même tenir cette opinion des milieux d'opposition parmi lesquels il y a des noms comme Victor Hugo, Girardin, Arago, etc. Mais il rend aussi hommage à l'esprit laborieux et noble des Français, à leurs tribunaux, à leur église, et — *last but not least* — à leur culture vinicole qu'il avait eu l'occasion de connaître sur place en Champagne. De Londres par contre il communique au ban surtout ses premières impressions et, disons-le, son admiration intégrale pour les institutions anglaises.

* * *

L'orientation politique du journal de Gaj ayant changé après le départ, en juin 1849, de son rédacteur en chef Šulek [1] qui passa à la rédaction de *Slavenski jug*, interdit le 11 février 1850, mais continué, sous le nom de *Jugoslavenske Novine* (du 8 avril au 13 décembre 1850), c'est à ce journal que Brlić adressait ces correspondances de l'étranger, d'autant plus qu'il partageait les idées de cet organe oppositionnel, tout en restant en bons termes avec Jelačić. Cette situation lui recommandait, certes, une certaine prudence et c'est vraisemblablement la raison pour laquelle ces correspondances ne sont plus signées. Mais, à l'aide du Journal intime, il n'est guère difficile de les identifier.

Le 23 mai et 5 juin *Jugoslavenske Novine* publient ses lettres de Bruxelles, où il est souligné que la Belgique possède quatre universités alors qu'à Zagreb on ne crée pas d'université pour un pays de 3 à 4 millions d'habitants. Le 20 et le 21 juin (de Bruxelles, le 7) il revient encore à la nécessité de développer l'instruction, car il n'est plus temps de faire la guerre. Le 26 juin c'est déjà sa lettre de Paris (du 14) qui paraît, insérée en première page, sans titre. Brlić y signale

décret du ministère de l'intérieur du 12 juin 1850 sur l'organisation et l'administration politique en Croatie-Slavonie (v. Stephan Pejaković, *Aktenstücke zur Geschichte des Croatisch-slavonischen Landtages*, Wien 1861, pp. 229-239 et 233).

[1] V. la biographie de Šulek par J. Torbar (*Ljetopis Jug. Akademije*, 1896), ainsi que trois lettres inédites du Šulek à A. T. Brlić, du 26 avril 1849, du 1er juillet 1849 et du 27 mars 1850. De cette dernière il ressort que Brlić, se trouvant à Vienne, s'occupait de l'autorisation du nouveau journal destiné à remplacer le *Slavenski Jug* interdit.

les articles de Desprez publiés dans la *Revue des Deux Mondes*, et annonce leur publication en deux volumes. Cyprien Robert continue à publier *La Pologne, journal slave de Paris*, et il est vraiment dommage que ce journal ne soit pas autorisé à entrer en Autriche. Robert ne fait plus son cours au Collège de France.

La *Ligue des peuples*, suite de la *Tribune des peuples* interdite et dont le rédacteur connu de ceux qui avaient participé au congrès slave de Prague, Chojecki, fut condamné à 10 mois de prison et à la perte de sa nationalité de Français, s'occupe de la situation croate et plaide pour la réconciliation hungaro-croate. Le préfet de police Carlier (surnommé le « Haynau français ») est sans pitié pour tous les émigrés slaves, et il en a déjà expulsé plus de 1.000 de Paris. Carlier a également interdit la Société slave de Paris. Les Polonais ont par conséquent été obligés de se dissimuler, mais il y en a aussi qui sont protégés et auxquels Carlier ne peut rien. Pour le moment tout est calme, mais Dieu sait ce qui peut arriver. C'est pourquoi les Croates devraient en bénéficier pour leur préparation, afin de ne pas être surpris par les événements, comme en 1848, lorsqu'ils avaient témoigné de leur inexpérience politique et de leur trop grande ardeur révolutionnaire. — Dans sa lettre du 25 juin (publiée le 5 juillet), Brlić revient aux persécutions organisées par Cartier, et passe ensuite à la situation générale de la cause slave en France. Il se plaint de ce que les Slaves soient peu connus. Cyprien Robert parle assez bien « notre langue » (*naški*) et lit nos œuvres. Mais les Français en général s'intéressent peu aux langues étrangères. Il parle encore de l'Opéra (*Le Prophète*) et de la Comédie Française (« Rachel récite et joue comme une déesse »). « Il y a ici pour nous bien des choses à apprendre, mais « cum grano salis », notamment en ce qui concerne la science, le progrès matériel, la littérature, l'excellente organisation judiciaire et les institutions législatives ». — La lettre publiée le 9 juillet traite de la situation en France et des mesures sévères contre les émigrés, celle parue le 19 (datée du 12) parle encore de la politique intérieure française, de la lutte entre les réactionnaires et les démocrates, mentionne Thiers, Girardin et Guizot et finit par recommander encore aux compatriotes de bien profiter du temps de paix. — Le 31 juillet « J. N. » reproduisent du *Slovan* un compte rendu du livre de Desprez, annoncé par Brlić précédemment, et intitulé « Les peuples de l'Autriche et de la Turquie ». — Avec un retard, le 17 août, paraît la dernière correspondance d'A. T. Brlić de France, sur le vin de Champagne, avec la mention suivante : « D'un patriote voyageant en France nous avons reçu la lettre suivante sur la fabrication du bon vin de Champagne, et nous pensons que nos économes pourront

en profiter ». La lettre suivante, publiée le 28 août, est datée de Birmingham, et elle ne nous intéresse plus ici.

*
* *

De retour à Zagreb Brlić, toujours plein de zèle patriotique, se mit à l'œuvre « culturelle » qui devrait désormais remplacer l'œuvre politique, interdite ou, au moins, rendue singulièrement difficile par le nouveau régime absolutiste. Cette impossibilité d'agir dans le domaine politique, il devait en être frappé dès son retour, car le 16 octobre déjà il note dans son journal d'avoir écrit à Bilcocque « au sujet du service en Turquie. » Les détails nous manquent, mais on ne fera peut-être pas erreur en rapportant ces projets à ce que les rapports de la police autrichienne affirmaient plus tard, c'est-à-dire que Brlić cherchait une place en Bosnie, en qualité de « conseiller » ou « trustee » des chrétiens. Ceci cadre aussi avec ses plans sur l'union des Églises, plans qui devraient trouver leur commencement de réalisation précisément en Bosnie.

Cette œuvre religieuse considérée sous son double aspect catholique et slave, était pendant les années suivantes le « leitmotiv » de la correspondance échangée entre Brlić, Terlecki et Gučetić. Dans les archives de la famille Brlić à Brod se trouvent cinq lettres de l'abbé Terlecki, toutes en français, datant de 1850 à 1852. Terlecki y parle (le 18 octobre 1850) du comité qui dirige son œuvre, d'un collège catholico-schismatique qu'il voudrait fonder à Paris et pour lequel il aurait besoin d'argent. « Parlez-en à Mgr Strossmayer », conclut-il. Le 29 mai 1851 il l'entretient de l'institution de l'abbé Lamennais [1], et cherche à y faire entrer des jeunes Croates, s'enquiert du séminaire gréco-catholique de Zagreb ainsi que de l'évêque Smičiklas : « dites-lui que je me souviens avec reconnaissance de sa bonté pour moi à Zagreb » (où Terlecki était venu en 1848). Slave enthousiaste, il fait cependant des réserves au sujet de l'idée développée par Brlić, d'une langue slave unique, idée qu'il juge impossible et dangereuse. « Ayons une langue slave commune dans la liturgie, tâchons de former une ortographie (*sic*) commune de sorte qu'un ouvrage écrit dans quelque idiome slave que ce soit, devienne intelligible pour tous les Slaves ; ce serait un progrès dans la littérature et une chose qui me paraît possible. Pour moi je désire que toutes les langues slaves se développent et s'entre-aident mutuelle-

[1] L'abbé Jean-Marie-Robert de Lamennais, frère du philosphe, fondateur, en 1820, de l'Institut des Frères de l'instruction chrétienne, Vicaire général de Saint-Brieuc.

ment ». Ce qu'il craignait c'était la domination du russe. Il écrit à Brlić brièvement le 28 mai 1851, ensuite le 10 octobre 1851, annonçant qu'il avait accompli la commission dont Brlić (qui était devenu entre temps secrétaire de la *Matica Hrvatska*) l'avait chargé au sujet des manuscrits de *l'Osmanide* de Gundulić à Paris, mais dont Mickiwicz l'avait assuré « qu'il n'ont rien de tout cela ». Le 18 février 1852 il charge Brlić d'exprimer ses remerciements à Mgr. Strossmayer de son cadeau pour l'œuvre qu'il dirigeait à Paris : « M. le Duc de Cador, prince Czartoryski et M. Orehov [1], auxquels j'ai donné des nouvelles de vous et j'ai salué de votre part, Vous saluent aussi ».

Les lettres de Gučetić, conservées à Brod, sont encore plus nombreuses ; quinze lettres au total, dont douze en français et trois en croate, s'étendant sur l'époque 1850 à 1852, de Dresde d'abord, de Rome, où Gučetić se trouvait comme conseiller à l'ambassade auprès du Saint-Siège, ensuite. Lettres d'une importance considérable pour l'histoire croate, inédites encore, et dont nous ne pouvons ici indiquer, par quelques citations, que la teneur générale. Voici comment Gučetić écrit à son jeune ami, alors à Bruxelles pendant son second voyage. : « Vous savez que c'est mon idée depuis longtemps — rapprocher nos gens avec la civilisation catholique et romaine des races occidentales et méridionales, c'est la seule manière de les soustraire et préserver de la brutalité moscovite et de l'infamie allemande. Je suis sûr que ce voyage vous profitera essentiellement — n'étant pas entrepris comme votre premier sous l'influence des illusions et des espérances mais avec la triste pensée de nos déceptions, de nos malheurs et de nos fautes » (de Dresde, le 24 mai 1850). « Former notre caractère peu à peu à l'indépendance morale, étudier les allures des autres nations, développer notre langue dans les évolutions sérieuses et non dans les « piesme » seulement, et ne pas reposer une seule minute dans le combat conséquent, légal et moral de notre seul et mortel ennemi, le germanisme viennois.... » « Chanter tous les jours « Mea Culpa » réciproquement avec les Magyars. Ne jamais croire une seule minute à la sincérité en quoi que ce soit des Schwaben de Vienne vis-à-vis de nous » (Dresde, le 21 août 1850). Gučetić recommande d'apprendre le français, l'italien et les langues

[1] Ce même D. K. Orehov, émigré polonais, lui écrivait en français, le 2 mars 1850 de Paris, annonçant la dissolution de la Société Slave de Paris, ainsi que les tentatives du comte Krasinski d'en organiser une autre qui serait purement littéraire et ne s'occuperait pas de politique. Orehov lui signale aussi l'arrivée de Rieger, et le passage à Paris du Prince Miloš de Serbie qui y avait publié une brochure en français sur l'histoire de la Serbie (v. F. Bučar, *Poljaci i Hrvati*, 1849-50, *Obzor*, 25 mars 1935).

slaves, comme instruments contre l'emprise du « diable » (le germanisme) : « La base classique et chrétienne », écrit-il le 31 décembre 1850, de Dresde. En 1852, le 8 et le 18 mai, toujours de Dresde, il traite de la désignation de « notre ami Montigny » pour le poste du Consul et agent diplomatique de France à Belgrade, annonçant son passage en Croatie, pour voir l'évêque Strossmayer, projet qui, au grand regret de Gučetić, ne devait cependant pas aboutir, car au dernier moment Montigny fut nommé à un poste en Espagne (à Coruña).

Abandonnant la politique Brlić, installé à Zagreb, se consacra davantage à la littérature. Nommé secrétaire de l'Association culturelle *Matica Ilirska*, après la mort de Vraz, Brlić rédigea en cette qualité le tome VIII de l'annuaire *Kolo*, la Ronde, organe de cette association, publié en 1851. Nous y trouvons maintes traces de son séjour à l'étranger. Il publie des fragments du *Voyage en Orient, Bulgarie et Serbie*, de Lamartine, expliquant dans une note que Lamartine est parmi les hommes les plus illustres de l'époque en sa qualité de poète, historien et homme d'État français et rappelant qu'en 1848 encore il avait traduit dans la revue *Danica* (L'Aurore, n[os] 39-41), les observations sur la Serbie de Lamartine. Dans la rubrique *Bibliographie* il passe en revue toute une série de livres et brochures sur la Révolution de 1848-49, en allemand, en polonais, et aussi en français. Nous y trouvons la brochure du comte Teleki, « envoyé de Hongrie auprès de la République française », intitulée *La Hongrie aux peuples civilisés* (Paris, 1848). Cette brochure, œuvre de la diplomatie hongroise, dit Brlić, attribuant aux Croates la responsabilité de la guerre de 1848, leur a fait beaucoup de tort en France et aussi en Angleterre et en Allemagne, puisqu'elle fut traduite. « Mais les Magyars n'ont pas pu bénéficier de leurs mensonges et de leurs calomnies, car ils sont tombés, victimes de leur aveuglement et de leurs outrages au droit naturel et au progrès de l'humanité ». Dans le même ordre d'événements, bien que de date antérieure, est présentée la brochure *Sur la Serbie* (Paris, 1845) dont l'auteur, Bystrzonowski, collaborateur de Czartoryski, était des amis polonais de Brlić.

En sa qualité de secrétaire de la Matica, Brlić eut des démêlés avec les autorités, plus précisément avec la police autrichienne qui le surveillait depuis son premier séjour « révolutionnaire » à Paris. C'est l'affaire de la brochure (en croate) contenant les articles « Réminiscences succinctes des années 1848 et 1849 » et « Slavisme et Germanisme » que Brlić publia après que le Comité de la Matica eût refusé d'en assumer la responsabilité. Un délateur à la solde de la police autrichienne, le rédacteur de l'organe officieux *Agramer*

Zeitung, Stauduar se chargea d'en avertir la police de Zagreb ainsi que le Ministère à Vienne. La brochure de Brlić fut confisquée, et on porta à sa charge aussi ses articles envoyés de Paris sous la signature Kazimir B [1].

Ce ne fut d'ailleurs pas le premier contact de Brlić avec la police autrichienne. Dès le 30 avril 1849 une note anonyme le présente aux autorités viennoises comme ayant fréquenté les clubs démocratiques de Paris, et étant en rapports avec Czajkowski, l'agent de Czartoryski à Constantinople, ainsi qu'avec le ministre serbe Garašanin et son agent parisien Herkalović. Le baron Nordberg en rapporte à Schwarzenberg en personne, le 6 mai 1849, affirmant que Brlić, qui serait parti à Paris envoyé par l'association sud-slave laquelle existerait à Belgrade, est soumis à une surveillance sévère [2]. La vigilance de la police autrichienne, troublée par le souvenir de l'activité propagandiste de Brlić à l'étranger pendant les années révolutionnaires, ne s'endormit non plus dans les années suivantes. Alexa Ivić ne signale pas moins de 22 actes de la police autrichienne, conservés à Vienne, qui se rapportent à notre A. T. Brlić [3]. Il faut toutefois souligner qu'en cette occurrence les agents autrichiens ne firent preuve ni d'intelligence ni même d'un réel souci de se renseigner. C'est ainsi que dans un rapport du commandement de l'armée au ministre des Affaires étrangères, du 23 juin 1854, Brlić est désigné comme « ancien théologue grec, passé plus tard au catholicisme », et que le Baron Kempen écrivait, le 13 juin 1856, au commandement suprême de l'armée ceci : « On signale également que Brlić fait état de sa connaissance avec le Prince français Jerôme et son fils (*sic*) Louis Napoléon et affirme, ce qu'il faut crtainement considérer comme contraire à la vérité, qu'il fut, dans les années 1848-49 et 50, envoyé auprès de ces personnages par Son Excellence le Ban ».

[1] V. deux versions de cette affaire dans le Journal intime d'A. T. B., celle de 1850 ainsi que celle, dans un développement plus large, écrite en 1860, et aussi la copie de la délation adressée par Stauduar au Ministère de police à Vienne, faite par le Dr Thiem aux A. B.

De cette époque datent aussi deux lettres, du 7 mars et du 4 juillet 1851, adressées de Corfou à Brlić par N. Tommaseo, dont Brlić avait fait la connaissance à Paris, au sujet d'études sur l'histoire et la littérature, lettres conservées aux Archives de l'Académie Yougoslave de Zagreb, et que Tommaseo mentionne dans son *Secondo esilio* (T. I, p. 122 et 142), ainsi que Milčetić dans *Kolo M. H.*, I, p. 332. D'autre part l'inventaire des papiers de Tommaseo à Florence (Bibl. Nazionale, pacco 54) indique une ou des lettres de Brlić à Tommaseo (Renseignements communiqués par M. Dayre).

[2] Aux A. B.

[3] A. Ivić, *Arhivska gradja o srpskim i hrvatskim književnim i kulturnim radnicima*, Srp. Kr. Akademija, Beograd, t. II et V.

Décidément, dans cette Autriche absolutiste et germanisatrice, la police aussi était mal faite, puisqu'elle pouvait ignorer à tel point des faits récents et facilement contrôlables.

*
* *

Lorsque l'on parle des générations sacrifiées on pense tout de suite à ces jeunes gens décrits par A. de Musset dans sa *Confession d'un enfant du siècle*, qui étaient nés « au sein de la guerre pour la guerre », qui avaient rêvé des « neiges de Moscou et du soleil des Pyramides », et auxquels, pendant la Restauration, quand ils parlaient d'ambition, d'amour, de force, de vie, on répondait : « Faites-vous prêtres ». Mais notre Brlić, s'il était ardent, n'était ni pâle ni nerveux comme l'Octave de Musset. La route de l'activité publique lui était, certes, barrée sous l'absolutisme et lui, ancien « membre de l'assemblée Slave à Prague, officier volontaire, attaché au quartier général du ban de la Croatie, envoyé du ban et du gouvernement croate » à Paris, devait se trouver sans profession adéquate à sa soif d'activité publique. Il s'en accommoda cependant tout aussi bien qu'il avait en 1850 déjà saisi la différence, imposée par la situation politique modifiée, entre son premier voyage politique de 1848 et son second voyage qui ne devait servir à sa patrie que d'une façon indirecte, en développant son instruction et ses « lumières » personnelles. Il réalisait, aussi bien que son ami Gučetić, que le temps des illusions était révolu et, à l'âge de 27 ans, se mit courageusement à faire son droit, à Vienne, d'où il retourna en 1857, pour s'établir comme avocat à Brod. Sur une échelle plus modeste il continua cependant son activité littéraire (trois livres publiés en allemand pendant son séjour à Vienne) et politique (député en 1861 à la Diète croate, chef de la délégation demandant à l'Empereur à Vienne la réintégration des Confins militaires dans le Royaume de Croatie). Une correspondance abondante (69 lettres de l'évêque Strossmayer conservées à Brod) le montre en relations suivies avec une série de personnalités croates, slaves et étrangères. Et puis une bibliothèque de quelque 5 à 6.000 volumes, riche en éditions rares, lui servait d'aliment intellectuel ou de consolation, si tant est que les gens de 1850 connaissaient déjà cette maladie de ne pouvoir vivre en dehors des grandes villes par laquelle se signale notre époque. Et dans cette bibliothèque les livres français, signés Lamartine, Louis Blanc, Lamennais (l'exemplaire des *Paroles d'un croyant* lui fut donné par l'auteur lui-même), Bastiat, etc., tenaient une place de marque. La langue française lui était chère, ainsi que le prouvent de nombreux passages de son Journal, le montrant dans le rôle de propaga-

teur et même de maître de français auprès de ses familiers. Ses livres français lui rappelaient son activité d'émissaire de Jelačić à Paris, spécialement deux d'entre eux, dont l'auteur ou le héros est le prince Czartoryski [1]. Publiés tous deux après la mort du vieux prince Adam, dont la devise, ainsi que le souligne Charles de Mazade dans l'introduction à la Correspondance d'Alexandre Ier et Czartoryski, publiée par le Prince Ladislas, était *Laboremus* — « mot simple et d'une gravité touchante, fait pour rallier, fortifier et relever les émigrations, surtout dans les moments où elles sont le plus éprouvées, où il ne leur reste plus qu'à opposer une invincible foi patriotique aux insultantes victoires de la force » — ces livres constituaient autant de souvenirs de son activité à lui, et encore Brlić était infiniment plus heureux de n'avoir pas à ajouter aux déceptions personnelles le mal du pays qui ronge les émigrés. Et voilà de quoi remplir une vie qui se termina prématurément d'ailleurs, à l'âge de 42 ans.

R. MAIXNER.

[1] *Alexander Ier et le Prince Czartoryski, Correspondance particulière et conversations 1801-1823*, publiées par le prince Ladislas Czartoryski, Paris, Michel Lévy frères, 1865, et Prince Adam Czartoryski : *Essai sur la Diplomatie*, Paris, Amyot, 1864.

COMMENT LA DALMATIE DEVINT FRANÇAISE

Lorsque Napoléon fut couronné empereur des Français il frappa l'Autriche dans sa partie la plus sensible : l'Italie. Le conflit entre ces deux puissances ne fit que s'accroître au moment où Napoléon prit aussi la couronne d'Italie, le 26 mai 1805 [1]. Sur la couronne de fer de Lombardie il fit graver les mots *rex totius Italiae* [2], inscription qui devait annoncer son intention de réunir toute l'Italie sous son sceptre et de lui incorporer aussi les régions qui, à la suite du traité de Campo-Formio, étaient échues à l'Autriche, c'est-à-dire Venise, l'Istrie et la Dalmatie. François II avait à craindre surtout pour Venise. Quant à Napoléon il songeait à lui trouver des compensations dans les Balkans par l'élargissement du territoire de l'Autriche en direction de la Bosnie et de la Serbie [3].

Pour toutes ces raisons l'empereur François se crut obligé d'adhérer à la coalisation russo-anglaise dirigée contre Napoléon (le 7 juillet) et d'ordonner la mobilisation. Le 8 septembre les troupes autrichiennes traversèrent l'Inn, mais la capitulation du général autrichien Mack, le 20 octobre, donna à Napoléon une victoire aussi brillante que facile [4]. Sous le poids des succès français François II dépêcha auprès de Napoléon le comte Gyulay pour entamer des pourparlers de paix, qui restèrent cependant sans résultat et la guerre continua [5].

L'empereur d'Autriche renouvela par la suite ses tentatives de conclure la paix et envoya dans ce but les comtes Stadion et Gyulay auprès de Napoléon à Brno, le 24 novembre, avec des instructions pour tâcher de sauver autant que possible des possessions autrichiennes en Italie [6]. D'abord Napoléon ne demanda que Venise

[1] Fournier A., *Napoléon* I, II. Bd., Wien u. Leipzig, 1905², pp. 70, 79.
[2] Thiers A. M., *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XI, Paris 1845, p. 381.
[3] Fournier A., *op. cit.*, t. II, pp. 80, 71.
[4] Fournier A., *op. cit.*, t. II, pp. 82, 90, 97.
[5] Wertheimer E., *Geschichte Oesterreichs u. Ungarns im ersten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts*, t. I, Leipzig 1884, pp. 317, 318.
[6] Beer A., *Zehn Jahre österreichischer Politik, 1801-1810*, Leipzig, 1877, pp. 193, 192.

qu'il voulait rattacher au royaume d'Italie [1], visant à éliminer complètement l'Autriche de la péninsule. Mais ces négociations échouèrent également et Napoléon renvoya les négociateurs autrichiens à Talleyrand, son ministre des affaires étrangères. Talleyrand marchanda âprement sur la cession de divers pays ainsi que sur le payement des réparations de guerre.

La bataille d'Austerlitz (2 déc. 1805) coupa court à ces pourparlers et François II eut désormais à remplacer Stadion et Gyulay par un seul négociateur, le prince Lichtenstein, chargé de négocier directement avec Napoléon en personne [2]. Le maréchal Berthier et le prince Lichtenstein signèrent le 6 décembre à Austerlitz l'armistice entre la France et l'Autriche. En vertu de cet armistice, la France occupa aussi Venise, la Carinthie [3], la Carniole, la Styrie, Gorica et l'Istrie [4]. Le 10 décembre Lichtenstein arriva à Brno où il fut, le jour même, reçu par Napoléon [5].

Avant son départ auprès de l'empereur des Français, il avait reçu de François II les instructions suivantes : il pourrait accepter la cession de Venise à la France, mais à condition que l'Autriche gardât l'Istrie, la Dalmatie et l'Albanie, point de vue très défendable et conforme au principe de Napoléon d'écarter la souveraineté autrichienne de l'Italie septentrionale. Et d'ailleurs, poursuivaient ces instructions, la Dalmatie et l'Istrie sont complètement séparées du territoire vénitien par le territoire autrichien [6].

Conformément à ces instructions, Lichtenstein offrit Venise à Napoléon, mais celui-ci répondit en demandant tous les pays vénitiens dont l'Autriche avait pris possession par le traité de Campo-Formio. Lichtenstein obtint cependant, grâce à son insistance, l'élimination de l'Istrie des possessions vénitiennes et que cette province fût laissée à l'Autriche [7].

Le 11 décembre l'empereur François écrivit à Lichtenstein que la cession des provinces vénitiennes, abstraction faite de l'Istrie,

[1] *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XI. Paris, 1863, N° 9523.

[2] Beer, pp. 193, 194, 201.

[3] Beer, p. 200 et Wertheimer, t. II, p. 358, ne mentionnent pas la Carinthie.

[4] K. K. St. Archiv. Wien, *Friedensakten*, Pressburg, Karton 156 (E) ; Neumann, *Recueil des traités et convention conclus par l'Autriche avec les puissances étrangères depuis 1763 jusqu'à nos jours*, Leipzig, 1856, t. II, pp. 181, 182.

[5] Wertheimer, t. II, p. 366.

[6] K. K. St. Archiv, *Friedensakten* Z. III. 100 G. (1805-1806) « Die Negoziazione um den Abschluss des Pressburger Friedens (von 26. Dez. 1805) durch die österr. Bevollmächtigten Fürst Lichtenstein u. Gr. Gyulay mit Talleyrand ». François II à Lichtenstein de Hollitsch le 9 déc. 1805.

[7] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Z. III. 100 G. (1805-1806)... Lichtenstein à François II, Brno, le 10 déc. 1805 : Beer, *op. cit.*, 202.

était conforme aux instructions reçues le 9 décembre : «... La Dalmatie vénitienne et l'Albanie doivent être rangées parmi les territoires que je conserverai, d'autant plus qu'une partie de ces provinces faisait préalablement partie intégrante du royaume de Hongrie, et c'est pourquoi je ne puis, sans léser les droits de la couronne hongroise, approuver la cession de ces pays [1]. »

C'est Talleyrand qui fut chargé de poursuivre les négociations avec Lichtenstein aidé de Gyulay. Ce dernier avant son départ pour Brno, reçut de François II des instructions qu'il devait observer, aussi bien que Lichtenstein, dans les négociations de paix, et selon lesquelles il ne devait pas permettre que la Dalmatie, l'Istrie et l'Albanie figurent comme pays vénitiens et, partant, qu'elles soient attribuées à la France [2].

Mais Napoléon n'accepta point Venise sans la Dalmatie. Talleyrand devait insister là-dessus avec force auprès des plénipotentiaires autrichiens [3]. Napoléon avait besoin de Venise, de la Fourlandie, de l'Istrie, de la Dalmatie, bref, de toute l'Italie jusqu'aux Alpes Juliennes, ainsi que l'Adriatique avec ses deux rives, car l'ensemble de ces terres aurait à renforcer son influence sur la Porte Ottomane [4].

Les plénipotentiaires autrichiens proposèrent à Talleyrand de fixer et signer les stipulations des préliminaires de la paix avant que leur empereur n'effectuât la cession des provinces vénitiennes, à l'exception de l'Istrie, de la Dalmatie et de l'Albanie, au royaume d'Italie. Ils demandèrent de plus que la délimitation entre le Tyrol et les pays vénitiens fût faite suivant le tracé naturel géographique, donc que la frontière telle qu'elle avait été fixée à Campo-Formio fût révisée pour mieux correspondre aux intérêts des deux pays.

Quand Talleyrand donna lecture à Lichtenstein et à Gyulay de son projet concernant les pays vénitiens, les délégués autrichiens, après une discussion animée, ne consentirent à des concessions que si l'Istrie, la Dalmatie et l'Albanie en restaient exclues [5]. L'Autriche, déclarèrent-ils, est prête à céder Venise et Terraferma jusqu'à la Soča (Isonzo), mais elle entend garder pour elle l'Istrie

[1] K. K. St.-Archiv, *Friedensakten*, Z. III. 100 G. (1805-1806). L'empereur François à Lichtenstein. Holitsch, le 11 déc. 1805.

[2] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Z. III. 100 G. (1805-1806). *Resultat einer Unterredung S. M. mit dem Grafen Gyulay vor seiner Abreise nach Brünn.*

[3] *Corr. Nap.*, XI, N° 9573.

[4] Thiers, *op. cit.*, t. VI, Paris, 1847, p. 345.

[5] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Karton 156 (G). Pressbourg.

et l'Albanie et acquérir Dubrovnik, la Hongrie ayant besoin de ces débouchés naturels [1].

Le comte Cobenzl, ministre des affaires étrangères d'Autriche, fut d'avis que l'article concernant les pays vénitiens et figurant au projet des négociations de paix devait être complété par la clause suivante : « ... excepté l'Istrie, la Dalmatie et les Bouches de Kotor qui resteront en pleine possesion de S. M. l'empereur romain et de l'Autriche ». Il considérait cette modification du traité comme étant de la plus grande importance, car il serait dangereux pour l'Autriche autant que pour la Turquie que ces pays passent sous le régime français [2]. Il avait donc des idées précises au sujet de l'importance stratégique de l'Istrie, et surtout de la Dalmatie et de l'Albanie autrichienne.

Les plénipotentiaires autrichiens auraient par conséquent à insister tout particulièrement sur ce point. Il y aurait lieu d'espérer que les propositions conciliantes qu'ils feraient à Talleyrand contribueraient à la reconnaissance de sa part de la souveraineté autrichienne sur les provinces mentionnées. S'ils étaient tout de même obligés de céder, ils devraient s'en servir comme d'un argument supplémentaire afin d'assurer à l'Autriche ce qu'elle demandait en Allemagne [3].

Les délégués autrichiens plaidèrent avec acharnement la thèse des prétentions autrichiennes sur l'Istrie, la Dalmatie et Kotor, provoquant ainsi une tension des négociations qui se prolongèrent. Cobenzl leur donna le 19 décembre de nouvelles instructions : au sujet de la Dalmatie ils devaient demander la partie septentrionale, la plus proche de la Dalmatie autrichienne (Croatie), jusqu'à la Neretva, ou au moins, jusqu'à la Krka. Si cela non plus n'était pas réalisable et si leurs propositions étaient rejetées, ils céderaient au sujet de l'Istrie aussi bien qu'au sujet de la Dalmatie, afin d'obtenir la conclusion rapide de la paix, mais dans ce cas aussi, ils devraient souligner qu'ils ne le font que pour obtenir des solutions favorables sur d'autres points litigieux. Qu'ils tâchent surtout de conserver les îles de Quarnero bien que leur valeur ne soit pas extraordinaire [4].

Ces instructions furent assurément remises à Lichtenstein et à Gyulay à Presbourg, où eut lieu la suite de leurs négociations avec

[1] Thiers, *op. cit.*, t. VI, p. 352.

[2] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Karton 156 (G) Pressbourg.

[3] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*. Z. III. 100 K. : *Orig. Berichte und einige Koncepte aus Brünn, Pressburg und* (1806) *aus Wien*.

[4] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*. Z. III. 100, ad G. L. Cobenzl à Lichtenstein et à Gyulay Holitsch, 19 déc. 1805.

Talleyrand, le 27 décembre, mais la première phase ne donna point de résultat [1]. D'après l'instruction verbale donnée par Napoléon à Talleyrand, l'Istrie serait éliminée des provinces vénitiennes, mais il changea d'avis et à la première séance à Presbourg Talleyrand demanda l'Istrie outre la Dalmatie et l'Albanie [2]. Certain d'obtenir l'Istrie et la Dalmatie, Napoléon demanda le 18 décembre au vice-roi d'Italie, Eugène Beauharnais, de lui faire un rapport sur ces deux pays, leur population, leurs villes, ports, recettes, bref, sur tout ce qui pourrait lui donner une idée exacte de leur valeur. Vincenzo Dandolo, excellent connaisseur de ces provinces fut chargé de rédiger ce rapport [3]. Le 22 décembre 1805, Napoléon redemanda à Beauharnais des renseignements sur l'Istrie et la Dalmatie, sur leur vie sociale et leur civilisation [4].

François II continua cependant à s'opposer à la perte de ces pays et tout particulièrement du Tyrol et de la Dalmatie qu'il ne voulait pas voir passer sous la domination française [5]. Il ordonna à Cobenzl d'informer Lichtenstein et Gyulay de l'arrivée du comte Zinzendorf, commandant de l'Ordre Teutonique, en qualité de délégué des pays autrichiens, lequel avait eu l'occasion de parler avec Napoléon au sujet de la paix. L'empereur lui disait qu'il demandait Venise et la Dalmatie, mais il ne mentionna pas l'Istrie. C'est pourquoi Cobenzl rappelle à Lichtenstein de prendre garde que Talleyrand ne demande l'Istrie sans ordre exprès de son souverain ; dans ce cas l'Istrie pourrait encore être sauvée pour l'Autriche [6].

Tous ces efforts de l'empereur François aussi bien que de ses plénipotentiaires Lichtenstein et Gyulay furent vains. La lettre de Cobenzl arriva au surplus trop tard à Presbourg, car la paix était déjà conclue et signée le 26 décembre. De tout ce traité de paix c'est l'article 23 qui nous intéresse ici. En voici la texte : « Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires seront nommés de part et d'autre pour remettre et recevoir au nom des souverains respectifs toutes les parties du territoire vénitien non occupées par les troupes de S. M. l'Empereur des Français. La ville de Venise, les Lagunes et les possessions de terre

[1] Beer, *op. cit.*, p. 204.
[2] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Z. III. 100 G. (1805-1806). Gyulay et Lichtenstein à Cobenzl, Požun, 22 déc. 1805.
[3] *Corr. Nap.*, t. XI, n° 9589.
[4] *Corr. Nap.*, t. XI, n° 9600.
[5] K. K. St. Archiv, *Kriegsakten*, F. 485 (1805).
[6] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*-Karton 156 (G), L. Cobenzl à Lichtenstein, Holitsch, le 25 déc. 1805.

ferme seront remises dans le délai de 15 jours, l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes, les bouches du Cattaro, les Isles vénitiennes de l'Adriatique et toutes les places et les forts qu'elles renferment dans le délai de six semaines à compter de l'échange de ratifications... »[1].

Napoléon fut très satisfait de ce traité de paix, ayant obtenu Venise et tous ses territoires tels qu'ils avaient été cédés à l'Autriche par la paix de Campo-Formio. Ces territoires furent incorporés au royaume d'Italie[2].

Ayant obtenu la Dalmatie, la France devenait voisine directe de la Turquie et si Napoléon voulait vraiment détruire l'Empire ottoman ce serait un grand danger pour l'Autriche[3]. Il ne faut donc point s'étonner que les conditions de cette paix aient été considérées comme très douloureuses en Autriche[4]. Le successeur de Cobenzl, le comte Philippe Stadion, dans une lettre au prince Starhemberg, ambassadeur d'Autriche à Londres, caractérise cette paix comme une capitulation : « L'empereur Napoléon ne s'y est pas borné à diminuer la possession de l'Autriche, mais il a eu soin de lui arracher en outre toutes les provinces qui pouvaient lui donner quelque avantage par leur situation commerciale ou militaire et d'en former des pierres d'attente pour ses projets ultérieurs de domination sur l'Europe. En nous enlevant le Tyrol il a placé dans le cœur de la Monarchie une puissance qui sera toujours ou du moins pour longtemps notre ennemie. En donnant le pays de Venise au royaume d'Italie il y a réuni et l'Istrie vénitienne, qui fournit les meilleurs bois de construction maritime, et la Dalmatie et les Bouches du Cattaro qui établissent cette nouvelle monarchie, sur les deux côtés de l'Adriatique et donnent au souverain commun de la France et de l'Italie la clef de la Grèce et des Provinces Ottomanes ». La perte de Venise, du Tyrol, de la Dalmatie et des Bouches de Kotor est une catastrophe pour les intérêts autrichiens. « Dans les mains d'un conquérant dont les vues ne sont bornées par aucune considération que celle de sa puissance physique, la possession de ces provinces semble prédire le renversement de l'Empire Ottoman et une extension considérable de la Monarchie de Napoléon dans le Midi et dans l'Orient. Déjà dès à présent cette position devient très dangereuse à nos frontières de l'Hongrie ; nous ne pouvons plus nous reposer de ce côté-là sur la tranquille insouciance des Turcs, et nous devons nous regarder comme limi-

[1] K. K. St. Archiv, *Friedensakten*, Karton 156-*i* ; Neumann L., *Recueil des traités*, t. III, p. 191.

[2] *Corr. Nap.*, t. XI, n° 9619.

[3] Beer A., *Die orientalische Politik Oesterreichs seit 1774*, Prag. 1883, p. 158.

[4] Wertheimer, *op. cit.*, t. II, p. 375.

trophes de la France ou du moins de l'Italie sujette à l'Empereur des Français »[1].

Par le traité de Campo-Formio l'Autriche avait obtenu la Dalmatie et l'Istrie qu'elle devait céder à Napoléon par le traité de Presbourg. Mais pour la Dalmatie ce changement de souveraineté fut salutaire, car l'administration française lui fut bienfaisante au point de vue de la civilisation et du progrès économique. Longtemps encore elle resta dans l'Empire Français et Napoléon, conscient de son importance, montra beaucoup de compréhension pour la Dalmatie et pour sa situation matérielle. Car la Dalmatie constituait à ses yeux le lien avec la Turquie. Et celle-ci soumise à son influence illimitée, ce serait la porte ouverte à ses projets fantastiques de domination de l'Orient.

Stjepan Antoljak.

[1] K. K. St. Archiv, *Weisungen nach London*, F. 202. Stadion à Starhemberg, le 11 mars 1805.

CHRONIQUE

Un jugement sur la valeur artistique du film français. Dans notre numéro de janvier-mars de l'année dernière, nous avons relevé les progrès accomplis en Yougoslavie en 1937, en soulignant, sur la base des chiffres, que l'écart entre l'importation des films allemands et des français se réduit de plus en plus en faveur de la production française. A défaut de chiffres pour l'année 1938, nous pouvons citer l'opinion d'un critique théâtral croate sur la valeur artistique du film français et ses avantages sur la production des autres pays, l'Amérique comprise.

C'est M. Josip Horvat qui, dans un article intitulé « Le film sur des voies nouvelles. A la recherche d'une esthétique du film » (*Obzor* du 24 février 1939), nous explique par quels côtés le film français s'est imposé au public européen en novateur : à la typisation, correspondant par ses procédés à la *Commedia dell'arte*, du film américain, la production française oppose le réalisme, répétant ainsi la lutte victorieuse qu'en littérature la France avait menée au siècle dernier. Ainsi les succès des films interprétés par Harry Baur, Jouvet, Jean Gabin, Raimu, Vanel, et d'autres artistes français, s'expliquent-ils comme autant de victoires de l'esprit et du jeu réalistes. L'auteur exprime en particulier son admiration pour la belle réalisation de l'*Entrée des artistes*, dirigée par Jouvet, mais composée uniquement de jeunes, de beautés qui n'ont rien des grâces standardisées que nous offrent les visages d'Hollywood, et dont le charme le plus suggestif, en dehors de la jeunesse authentique, est leur jeu aussi ardent que véridique.

Ajoutons que, hors quelques rares exceptions franchement médiocres (le genre opérette ne réussit décidément pas aux cinéastes français), la majorité des films français est d'une haute tenue artistique, supérieure non seulement à la production contemporaine allemande mais américaine également. Citons seulement *Prisons sans barreaux*, *Prison de femmes*, *La maison du Maltais*, *la Bête humaine*, qui ont passé ces derniers mois à Zagreb et ont obtenu le plus franc succès auprès du public aussi bien qu'auprès des critiques. M. L.

Le centième anniversaire de la mort du général Slivarich, l'unique général de nationalité croate dans l'armée de Napoléon Ier, mort le 27 août 1838 à Gignac (Hérault), continue d'être à l'ordre du jour. Grâce à l'initiative de M. Franjo Deak, dont nous avons déjà signalé un article à la mémoire du maréchal de camp Marc Sliverich de Heldenbourg, et auquel est également due une lettre sur le même sujet, publiée, dans le *Temps* du 23 juillet 1938, la société historique des « Frères du Dragon Croate » a organisé, le 21 décembre 1938, une commémoration au cours de laquelle M. Deak, en présence du Consul de France, M. Georges Gueyraud, fit une conférence sur ce valeureux officier de la « grande armée ». Signalons d'autre part que M. Deak vient de recevoir les palmes d'Officier d'Académie. R.

Thèses de doctorat.

Les *Annales de l'Université* de Paris (Nos 1, 4 et 5 de 1938), donnent la liste des thèses dont les sujets ont été déposés à la Faculté des Lettres de Paris avant

le 1er janvier 1938 et qui n'ont pas encore été soutenues. Il nous a semblé intéressant de relever dans les 1.579 numéros qui composent cette liste, encore inachevée du reste, les thèses qui intéressent notre objet. Cela donnera une idée de l'activité des études d'une faculté française (de beaucoup la plus importante il est vrai) dans le domaine yougoslave et dans celui des relations franco-yougoslaves, et cela épargnera peut-être à quelques travailleurs de s'attacher à leur tour à des sujets déjà mis à l'étude.

Littérature comparée.

Maurion-Nedelkovitch (Mme) : *La poésie lyrique populaire en France et en Yougoslavie.*

Loukatchevitch, Militza (Mlle) : *Molière dans la littérature yougoslave.*

Alexitch, (Blajo) : *Les Symbolistes et les Parnassiens français et la poésie yougoslave.*

Cvitanitch (Mlle Z.) : *L'influence de Taine sur la critique serbe et croate.*

Linguistique.

Petrovitch (Svetislav) : *Les parlers de la région de Pirot* (Serbie orientale).

Vey, *Les noms de parenté en slave du sud.*

Histoire.

Braudel (F.) : *Le commerce du blé en Méditerranée dans la deuxième moitié du XVIe siècle.*

Tomitch (Draga Mlle) : *L'influence française dans la résurrection nationale des Yougoslaves de 1760 à 1790.*

Mencinger (Stanislas) : *Le rôle des Slovènes dans la formation de l'Etat yougoslave.*

Raditch (Vladimir) : *L'indépendance croate à travers les siècles.*

Spalatin : *La jeunesse de Strossmayer* (1815-1849).

Stoichitch (Dušan) : *L'influence de la presse serbe sur la politique extérieure du pays de 1878 à 1914.*

Warnier (R.) : *L'esprit public et le problème national en Croatie au XIXe siècle.*

Warnier (R.) : *Documents inédits sur la révolution de 1848 en Croatie.*

Zalar (Drago) : *Les idées démocratiques chez les Slovènes jusqu'à la guerre mondiale.*

Bac (Branko) : *Transformations économiques en Yougoslavie depuis le commencement de la crise mondiale et leurs conséquences sociales.*

Chantitch-Chandan : *L'entente balkanique dans la littérature politique des Balkans.*

Djouritchitch (Michel) : *L'évolution agricole et les questions agraires dans la vieille Serbie depuis 1912 jusqu'à nos jours.*

Simonovitch (Rute) : *La dissolution de la communauté-famille* (Zadruga) *en Croatie.*

Archéologie et Histoire de l'Art.

Defez (René) : *L'art monumental dalmate à la fin du moyen-âge.*

LES LIVRES : Ivo Krbek, **Diskreciona ocjena**, Zagreb, 1937, in-8, 530 p. — La « Revue du droit public et de la science politique », dirigée par MM. Gaston Jèze et Roger Bonnard, apporte dans son dernier numéro de l'année 1938 (p. 882 à 892) un grand résumé d'un ouvrage scientifique croate. C'est l'étude de M. Ivo Krbek, professeur de droit administratif à l'Université de Zagreb, publiée récemment parmi les éditions de l'Académie yougoslave des sciences et des arts sous le titre « Appréciation discrétionnaire » (Diskreciona ocjena, Zagreb, 1937, 530 p.). Cet ouvrage, conçu sur une échelle très large, étudie les différents aspects du problème du pouvoir discrétionnaire dans l'administration. Dans

cette étude, l'auteur a pris en considération la législation, la jurisprudence et la littérature savante des principaux pays, notamment, en dehors du droit yougoslave, de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche. La part de la sicence française et du droit français y est bien mise en relief, et il faut reconnaître que le savant auteur en a une connaissance parfaite. Les résultats considérables de ses recherches abondantes et approfondies apportent dans bien des points les vues personnelles de l'auteur, et leur ensemble est tellement important, qu'il évoque chez le lecteur le regret que cette œuvre, publiée en croate, ne soit pas accessible aux savants étrangers. Le résumé français fait par M. Georges Andrassy, professeur à l'Université de Zagreb, a le mérite d'avoir signalé l'ouvrage de M. Krbek au monde savant étranger.

* Petar Skok : **Pregled Francuske gramatike**, tome I, Zagreb, 1938, in-8. — M. P. Skok vient de publier le premier volume de son *Aperçu de grammaire française*. Le livre comprend cinq parties : I. Phonétique, II. Morphologie, III. Formation des mots, IV. Sémantique, V. Stylistique.

C'est un manuel, destiné aux étudiants de l'Université, qui renferme les idées personnelles de l'auteur ainsi que les résultats les plus nouveaux dans le domaine des études de la langue française. C'est la première publication scientifique écrite en serbo-croate. Tous ceux qui s'occupent du français pourront y trouver les faits de la langue française exposés et expliqués sous la forme de la grammaire descriptive.

Pour donner un compte rendu clair et instructif, nous allons nous arrêter sur chacune des cinq parties dont ce livre se compose.

I. Phonétique : Dès la première page on voit quelle sera la méthode de l'auteur. Il compare les sons du français à ceux du serbo-croate et en tire des conclusions utiles pour qui veut étudier le système phonétique du français et pour qui doit l'enseigner. Car observer les ressemblances et les différences c'est le point de départ de la compréhension et de l'explication des faits du langage. M. Skok ne donne pas, comme les autres grammairiens, des règles pour la prononciation des lettres, mais il part des sons pour aboutir aux lettres. Ainsi est appliquée la théorie de M. F. de Saussure, et avec succès. Dans une orthographe aussi compliquée que celle du français on se retrouve très difficilement quand on part des lettres et non des sons.

Dans la prononciation, nous aurions préféré que l'auteur se fût tenu davantage aux résultats de M. Grammont. Nous pensons avant tout à la suite de plusieurs « e » caducs, où M. Grammont donne la plus grande importance aux espèces de consonnes et non pas à l'ordre formel. M. Skok, ainsi que M. Nyrop, a considéré surtout le groupe phonétique comme tel. Mais M. Skok ajoute une obser, vation très originale en comparant la prononciation de « e » caduc à la liaison- car les deux phénomènes apparaissent différemment dans les mots isolés et dans le groupe phonétique. Pour ce qui est de la quantité, M. Skok, ainsi que les meilleurs phonéticiens d'aujourd'hui, a écarté avec raison la consonne « j » du groupe de consonnes allongeantes.

A la fin de cette partie, l'auteur donne une vue sommaire de l'alternance vocalique et de l'alternance consonnantique. Ce passage mérite d'être particulièrement cité puisque l'auteur a réussi à expliquer les différentes alternances sans recourir au latin.

II. Morphologie : Cette partie offre un modèle pour l'étude scientifique de la morphologie française. Nous y voyons expliqués tous les verbes irréguliers avec clarté et netteté. Les lois qui régissent la conjugaison française deviennent compréhensibles d'après le seul état actuel de la langue. Les distinctions d'après l'infinitif ne valent pas beaucoup et l'auteur fait ressortir les véritables liens qui unissent les différents verbes. Ainsi par exemple le verbe mourir est rapproché

du verbe vouloir puisqu'ils marquent tous les deux l'alternance vocalique : *eu — ou*. Le verbe prendre au passé simple va avec le verbe dire, puisqu'ils ont tous les deux le parfait fort en *is*, etc..., etc... Le même mode d'explication se continue dans la déclinaison. Observation partout et explication en partant de l'état actuel de la langue. Nous voyons là une parenté entre l'ouvrage de M. Skok et celui de Darmesteter.

III. Formation des Mots : Aucune partie peut-être dans les grammaires n'offre plus de confusion que celle qui traite de la formation des mots. Voilà pourquoi M. Skok a tenu à expliquer en détail la composition et la dérivation en français. Si la méthode est celle de Meyer-Lübke, la manière de traiter le problème est personnelle à M. Skok. L'auteur observe avec un effort scrupuleux les suffixes et les préfixes morts, vivants, productifs et non productifs. Il observe les changements de la racine dans la famille des mots. Il explique les changements sémantiques, ce qui fait que cette partie, en soi si sèche et difficile, devient intéressante et instructive. D'autre part c'est un champ très vaste pour l'observation des faits de langage.

L'auteur n'a pas omis de parler de la valeur stylistique des suffixes. M. Bally y a trouvé une nouvelle preuve pour sa théorie.

IV. Sémantique : M. Skok ne donne pas beaucoup d'importance à ce qui est déjà dit dans le domaine de la sémantique. Il est vrai que dans les généralités il s'en tient aux vérités déjà acquises, mais les applications sont originales. M. Skok a pris les mots les plus usuels et en a étudié la valeur sémantique. Il a montré comment et pourquoi un mot a les sens les plus différents, en accordant le plus d'importance au développement social et intellectuel des sujets parlants. Le *Dictionnaire général* y est abondamment employé, mais ce que les auteurs de ce grand dictionnaire ne font qu'énoncer, M. Skok l'explique et propose une nouvelle théorie pour composer un bon dictionnaire.

V. Stylistique : L'auteur a voulu donner un aperçu de la stylistique telle que la comprend M. Ch. Bally, le plus grand théoricien de la stylistique,. Ce révolutionnaire dans le champ de la stylistique a fait progresser de beaucoup la syntaxe et même la phonétique. Seulement son livre est très difficile à comprendre et à expliquer. M. Skok en a donné un résumé juste en exposant sa théorie avec des exemples français et serbo-croates. C'est ainsi qu'on peut observer le plus facilement la valeur affective que trahit un mot.

M. Skok ne s'est pas contenté de résumer l'œuvre de Ch. Bally. Il distingue avec raison la stylistique linguistique (celle de M. Bally) de la stylistique poétique (l'art d'écrire de M. Lanson). Il parle aussi d'une autre stylistique : la stylistique grammaticale. C'est une distinction très fine et qui mérite d'être mentionnée. Elle étudie les différents moyens d'expression qu'ont deux langues différentes pour le même degré d'affectivité. M. Skok a pris la phrase française : « je suis content de vous voir », et, la comparant avec la traduction serbo-croate (Sretan sam što Vas vidim) il conclut que le serbo-croate emploie plutôt la construction verbale là où le français se sert de la construction nominale. Il parle ensuite de l'emploi abondant des temps et des périphrases en français là où le serbo-croate emploie son système d'aspects. L'auteur ajoute que la clarté n'a rien à y faire. Deux langues différentes peuvent être également claires bien qu'elles aient des moyens d'expression tout à fait différents.

Ainsi ce premier volume de l'aperçu de grammaire fançaise nous donne le résultat de longues études et des observations de l'auteur. Il considère la langue comme quelque chose de vivant, comme le miroir où se reflète la pensée et les sentiments de l'homme. Voilà pourquoi il espère que l'étude des langues vivantes pourra devenir les *humanités modernes* à la différence des *humanités anciennes* où l'observation est plus limitée parce que ces langues ne sont plus parlées.

P. Guberina.

Le Gérant : R. Bussière.

Imprimé par R. Bussière à Saint-Amand (Cher), France. — 11-7-1939.

USSIÈRE.

1-7-1939.